

ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS: N°128 /// MARS - AVRIL 2012 ///

ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///

LES MAITRES NE SONT PAS A CHOISIR
MAIS A DESTITUER !



_ NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL
_ LOGEMENT : UN DROIT BAFUÉ EN PERMANENCE
_ HABITAT-PARIS : LA POLICE DES HLM
_ HABITAT-Toulouse : VOISINS, ORGANISONS-NOUS !
_ UNE EXPULSION SAUVAGE DE PLUS
_ WISSAN : NOUS N'AURONS PAS LA MÉMOIRE COURTE
_ QUELQUES MOTS SUR L'ANARCHOSYNDICALISME
_ ANONYMOUS, C'EST QUI ?

Soubresauts en Afrique_
Occupations en Grèce_
Le monde comme si : NATIONALISME ET DÉRIVES IDENTITAIRES
EN BRETAGNE_
Nous au maire gifleur_
UNE CLASSE MOYENNE EN CRISE_
DU CHOIX DE LA CRITIQUE DÉPEND
LE PROFIT QUE L'ON PEUT TIRER DE L'EXPÉRIENCE_

CNT AIT

RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !

7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEZ-VOUS !

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

**POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR
DE VOTRE ABONNEMENT :**

Le numéro qui figure en bas de la bande-
adresse est le dernier numéro compris
dans votre abonnement. S'il est inférieur au
numéro de publication qui figure sur la
couverture, vous êtes en retard. N'hésitez
pas à nous signaler toute erreur !

**DIFFUSEZ
ANARCHOSYNDICALISME !
AUTOUR DE VOUS**

Pour recevoir des numéros de diffusion,
prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :

<http://>

liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gascyntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord :

contact@cnt-ait.info

Lille :

cnt.ait.lille@no-log.org

Caen :

cnt.ait.caen@free.fr

Puy-de-Dôme :

cntait63@gmail.com

Gers :

sia32@no-log.org

Toulouse :

contact@cntaittoulouse.lautre.net

Quercy :

cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par
des militants anarchosyndicalistes, salariés ou
chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

IMP SPE - 2 JANVIER 2012
Directeur de la publication : Entremond

**LES MAITRES NE SONT PAS A CHOISIR
MAIS A DESTITUER !**

L'effervescence médiatique prend de l'ampleur, et les parieurs pérorant devant le comptoir sur les chances de tel ou tel candidat. Pourtant, peu de surprise dans le scénario, car il y aura un vainqueur, quel qu'il soit, et la victoire du champion déchaînera la liesse de ses électeurs. Ceux-ci auront l'ivresse de l'après match, tandis que les adversaires battus iront au lit penauds. Ressourcé par l'alternance -ou pas-, le pays sera stable, entrant dans un état de grâce..., ou d'apathie pour les perdants.

Mais il subsiste une information qu'aucun journal ne délivrera, un fait majeur masqué par les feux de Bengale de la victoire ou de la consternation. L'État républicain restera debout, plus fort que jamais en ce lendemain de suffrage ! Réjouissez-vous, hommes d'ordre, policiers, juges, soldats et magistrats, car votre pouvoir sera assuré ; dormez sur vos deux oreilles, exploiters de tout poil, car la paix civile sera garantie par la nuée de petits bulletins comme autant de faire-part d'une défaite : celle des travailleurs et laissés-pour compte, toujours victimes de ce jeu de dupes.

Jadis, le roi était sacré, doté de pouvoirs magiques et oint d'une huile miraculeuse. Entrant dans les bonnes villes de France, honoré de bustes et de médailles, il régnait "sur ordre de Dieu". Mais Dieu est mort entre-temps, et une Révolution plus loin, il fallait trouver un moyen pour que l'État absolu que les rois avaient créé survive. Ce moyen, ce fut la souveraineté du peuple, vous savez : celui qu'on réduit en bouillie pendant les guerres, celui que l'on hypnotise au moyen de la télévision, celui à qui l'on vole le fruit de son travail en lui disant qu'il est moins intelligent que le patron qui le dirige !

Depuis, on nous fait croire que le peuple est souverain, parce qu'il choisit son maître parmi quelques dirigeants possibles, tous plus assoiffés de pouvoir les uns que les autres. Alors on organise une cérémonie pour l'occasion : on pavise les villes un dimanche..., on convoque les gens avec solennité à passer dans des cabines où ils seront face-à-face avec leur destin, comme dans un photomaton. Puis, devant des témoins impassibles et sourcilleux, parce qu'on leur a dit depuis l'école qu'il n'y avait pas d'autre solution, ils votent Tartempion plutôt que Tartuffe.

Et Tartempion de faire sa sale besogne, sans vergogne aucune, car il considère qu'il est au-dessus de nous tous, que nous allons nous taire et qu'il a absolument tous les droits, car nous les lui aurions donnés par ce suffrage. Droit de faire la guerre, droit de mater les grèves, droit de protéger les riches et leur vol en bande organisée, droit d'empêcher les pauvres de manger la même chose que les autres, droit de la propriété qui laisse des logements vides en plein hiver. Il va le faire, parce qu'il est élu ! Ce jour-là, nombre de personnes honnêtes auront signé un chèque en blanc pour retourner ensuite à leur quotidien bien précaire. En réalité, elles n'avaient d'autre choix que de voter pour ce régime de représentation, quand elles avaient l'illusion d'un vote souverain.

Nous avons tous pourtant une autre possibilité, et nous ne parlons pas ici de la passivité futile ou de l'abandon de la souveraineté à un tyran. Nous parlons de dire ce que nous pensons, avec la conscience claire que nous avons autant de bon sens que ceux qui veulent nous diriger. Nous parlons aussi de refuser à quiconque le droit de parler en notre nom, de décider à notre place ou de prendre un mandat sans honorer ses engagements.

Nous avons en commun la décence d'œuvrer chaque jour à la survie de la société, à l'avenir de nos enfants, à la solidarité nécessaire entre les hommes, quand les hommes de pouvoir n'œuvrent qu'à leur indécence particulière. Ne servons pas leur intérêt bien compris par nos suffrages : il n'y a pas plus de saints que d'hommes providentiels ! Nous seuls pouvons et devons décider de nos propres vies, et ce faisant destituer les maîtres au lieu de les choisir.

NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les uns après les autres, des pans entiers de nos conditions de vie sont attaqués. Que l'on soit mis hors jeu (retraite, STO*1...) ou que l'on s'éreinte au travail n'y change rien. Le mot d'ordre des profiteurs est manifestement « *Exploiter plus pour gagner plus* ». Exploiter plus, ça veut dire nous plumer chaque jour un peu plus.

-1.- Voir l'article « *Non à la STO* » dans notre précédent numéro.

-2.- Sur ce plan, la palme revient probablement au Figaro. Dans notre n° 124, nous avons déjà démonté son dossier « *La France des assistés* ». Mais évidemment, ce n'est pas la critique, aussi fondée soit-elle, qui arrête ce type de plumitifs. Ils récidivent régulièrement. Voir, par exemple <http://www.lefigaro.fr/emploi/2012/01/11/09005-20120111ART-FIG00382-france-la-duree-du-travail-est-l-une-des-plus-basses-d-europe.php>

-3.- Un modèle du genre nous a été fourni lors de l'amputation des retraites : pendant des années, médias et politiques ont répété « *Il y a de moins en moins d'actifs, de plus en plus de retraités* », déduisant comme une évidence qu'« *il va bien falloir ajuster tout ça* ». Ils se sont bien gardés de dire que les actifs sont de plus en plus productifs... et que les bénéficiaires n'ont jamais été aussi élevés. L'essentiel était que le matraquage continu fasse assimiler aux populations leur fausse évidence. Une fois cette contre-vérité ingurgitée par les salariés, la résistance était perdue d'avance. C'est le même coup qu'ils tentent de nous faire avec la durée du travail.

C'est pourquoi, aux attaques aussi directes que profondément scandaleuses contre les chômeurs succèdent les attaques insidieuses, menées par vagues successives, contre les salariés. Un des leitmotivs du patronat est que « nous » (nous, c'est-à-dire les salariés ; parce que « eux » - les actionnaires, les rentiers et les patrons - ne sauraient être concernés par de si basses considérations), nous, donc, ne travaillons pas assez. Comme toujours, l'attaque commence dans les médias, par des articles supposés « objectifs »*2 ; mais le seul et véritable objectif de l'opération est de propager des idées fausses qui serviront de base à des décisions néfastes au plus grand nombre*3.

Sortent donc en ce moment des articles sur « *le temps effectivement travaillé en France* ». En particulier pour propager les résultats de prétendues « études ». Par exemple celle du COE-rexecode (organisme, proche du MEDEF, bras armé patronal dans la lutte des classes) qui « montre » que les Français ne travailleraient « que » 1 679 heures par an alors que nos « voisins allemands », eux, se farciaient 1 904 heures. Beaucoup de bruit a été organisé autour de cette « étude » par les patrons et par tous les réactionnaires. Pour eux, l'objectif est simple : liquider les « 35 heures », auxquelles ils imputent tous les malheurs de l'économie française, surtout ceux dont ils sont directement responsables par leur voracité et leur incompetence.

UNE ÉTUDE ? UNE PITRERIE !

Il suffit de lire le document en question pour se rendre compte que cette fameuse « étude », est surtout une fabuleuse pitrerie... Comment s'y sont pris les « experts » patronaux pour calculer le temps de travail ?

Aussi incroyable que cela puisse paraître, ils nous indiquent avec le plus grand sérieux que « *Les enquêtes européennes sur les Forces de travail sont effectuées par sondage auprès d'échantillons de ménages* ». Renversant. C'est comme si on faisant une enquête sur la fraude fiscale en effectuant un sondage auprès d'échantillons de ménages de millionnaires...

D'autant qu'il n'est pas difficile de trouver une méthode plus sérieuse. Par exemple, en calculant le volume travaillé à partir des cotisations versées aux URSSAF. Ce qui serait beaucoup moins farfelu, et fournirait du

moins un plancher indiscutable. On ne s'étonnera pas que d'autres études, quoique franchement anarchosyndicalistes, quoique menées avec la même méthodologie exécrationnelle mais un peu plus de logique dans le raisonnement, trouvent des résultats bien différents. Ainsi, une enquête de l'OCDE donne des chiffres qui vont à l'inverse de ceux du patronat : en moyenne les salariés allemands ne travailleraient « que » 1 390 heures, alors que les français monteraient à 1 554. Pourquoi une telle différence ? Une des raisons, c'est que COE-rexecode n'a retenu pour sa pitrerie que les salariés à temps plein, écartant ce qui sont à temps partiel ! Ce qui ne les empêche pas de parler de ... moyenne.

Les idéologues patronaux ne s'embarassent pas de scrupules. Après avoir escamoté les salariés à temps partiel (car ils font baisser la moyenne allemande), après avoir choisi une méthode aussi peu fiable que possible, ils en tirent, avec la suffisance de ceux qui ont décidé quel serait le résultat de leur étude avant de l'avoir commencée, une conclusion supposée nous assommer : les Allemands auraient une croissance supérieure à la nôtre car ils n'ont pas mis en place les 35 h. Une fois cette brillante conclusion proclamée, les idéologues patronaux, redécouvrent les salariés à temps partiel pour les besoins de la cause (la flexibilité) et... pour se féliciter de leur existence. Alors, nous disent-ils, que l'emploi à temps partiel a stagné en France entre 1999 et 2010, il a augmenté sur la même période de 7,3 % en Allemagne. Le directeur de COE-rexecode, Michel Didier, voit dans son augmentation une des clefs du succès de l'Allemagne : « *Le pays, nous dit-il, a encouragé la négociation d'entreprise, le développement du temps partiel et une baisse limitée de la durée effective du travail. Cela a permis une augmentation du taux d'emploi et des gains de pouvoir d'achat de sa population* ». Ce monsieur nous explique donc avec le plus grand sérieux tantôt qu'une

PETIT RAPPEL HISTORIQUE :

LES SOCIALISTES CHAMPIONS DE LA FLEXIBILITÉ

Lors du passage aux 35 heures, voilà les petits cadeaux offerts par nos amis socialistes au patronat:

- Annulation de la majoration salariale pour les 4 premières heures supplémentaires,
- Possibilité d'annualiser le temps de travail (et donc obligation pour le salarié de travailler jusqu'à 10 h par jour et 48 h par semaine, si cela « chante » au patron),
- Annulation du décompte des temps de pause dans le temps de travail,
- Blocage des salaires dans certaines branches,
- Remise en question de deux jours de repos consécutifs,
- Modification des emplois du temps dans de plus courts délais,
- etc.

Merci les socialistes !

diminution du volume total travaillé est une bénédiction pour l'économie tantôt qu'elle est une catastrophe*4. Ça ferait rire si on ne voyait pas la manœuvre qui se profile derrière.

Il s'agit d'abord pour le patronat de continuer cette casse méthodique du Code du travail qu'il a commencé voici plusieurs années. La nouvelle attaque porte sur la partie du Code qui concerne le temps de travail. Il y reste en effet quelques règles qui ne permettent pas aux patrons de faire tout ce qu'ils veulent. Ce n'est pas pour rien que Sarkozy veut soumettre le temps de travail dans chaque entreprise à une négociation entre le patron et les syndicats de celle-ci. Le désir des capitalistes est de supprimer tout cadre général, de n'avoir que de la négociation au cas par cas ! Quand on connaît la capacité des syndicats à trahir les salariés, on ne peut que frémir à la vue de ce plan, et s'attendre à travailler 45 heures par semaine, le tout avec la plus grande flexibilité et les plus bas salaires.

Justement, la flexibilité, parlons-en. A l'époque où nous travaillions 40 heures par semaine, la flexibilité n'existait pas. Donc, nous avions des temps de pause compris dans l'horaire de travail, des plannings réguliers, des périodes de travail programmées à l'avance, des congés tout aussi programmés... ce qui permettait de mieux organiser sa vie personnelle et familiale.

Pour nous faire avaler la flexibilité exigée par le patronat, les socialistes ont abaissé le temps de travail, en le passant à 35 heures, histoire de donner aux salariés une contrepartie. Bref, avec tout ça, nous avons eu les 35 heures et la flexibilité.

La manœuvre actuelle est simple : nous laisser la flexibilité, mais nous voler les 35 heures.

Gageons que, s'il réussit son coup, le patronat ne s'en tiendra pas là. Il s'attaquera ensuite à d'autres « archaïsmes », comme le SMIC par exemple.

P.

4.- Dans un cas (l'Allemagne), de nombreux salariés sont passés d'un temps plein (40 h) à un temps partiel (35 heures par exemple !) et donc le volume total a forcément diminué tout comme dans l'autre cas (la France) avec le passage aux 35 heures. Le raisonnement patronal est donc particulièrement spécieux.

LOGEMENT : UN DROIT

HABITAT-PARIS : LA POLICE DES HLM

Ces derniers mois, deux scandales ont touché l'organisme HLM Habitat Paris. Ils mettent en lumière la gestion catastrophique de cet organisme semi-public et plus largement le traitement que subissent les plus défavorisés.

Tout d'abord, le 27 octobre dernier, un accident d'ascenseur a fait 3 blessés graves : une maman et ses deux enfants de 4 et 6 ans, dont un a frôlé la mort. L'ascenseur a dévalé 5 étages ! Ce qu'il y a de particulièrement scandaleux, c'est qu'Habitat Paris avait été alerté plusieurs fois du dysfonctionnement de l'appareil mais n'avait pas réagi. Le 20 juin 2011, un habitant lui a adressé un « *mémo de communication* » car l'appareil s'était arrêté en dessous du niveau normal. Le 27 juillet, plusieurs locataires avaient adressé une pétition à Habitat Paris pour dénoncer des « *pannes récurrentes* » et demander la réparation de l'appareil ainsi qu'un audit pour trouver les raisons de ces pannes... Bien que la sonnette d'alarme ait été longuement tirée, Habitat a fait la sourde oreille, enregistrant les plaintes sans y donner suite. Habitat Paris et la société chargée de l'entretien des ascenseurs se renvoient maintenant la balle : une succession de mensonges pour l'un, des communiqués ayant pour but de se décharger de toute responsabilité pour l'autre. L'absence de considération pour les habitants est écœurante. Après l'accident, Habitat n'a rien trouvé de mieux que de tenter de détourner l'attention de l'opinion publique en portant plainte contre X !

Plus récemment, après avoir été alertée par des associations de locataires, la Commission nationale informatique et libertés (la CNIL, l'organisme officiel chargé de veiller au respect de la vie privée dans le domaine des données liée à l'internet) a mis à jour un fait non moins scandaleux. Ce scandale porte désormais le nom de « *L'affaire Habitat Paris* ». Il s'agit de l'existence, au sein de cet organisme, d'un fichier listant avec précision des faits concernant la vie privée des locataires !

Il existe, le plus légalement du monde, un fichier informatisé, dit « *compte locatif* » qui regroupe un certain nombre d'informations sur les locataires. Ce fichier n'est donc pas illégal, mais il découle néanmoins d'une logique de contrôle social qu'un anarchosyndicaliste ne peut que condamner. Mais cela ne suffisait pas pour Habitat Paris qui n'a pas hésité à pulvériser les limites de la vie privée. Aux mentions autorisées, le fichier d'Habitat Paris a ajouté, sans complexe, des informations portant atteinte à la vie privée, parfois à la vie intime, des locataires avec des jugements très subjectifs comme : « *Personne très difficile à vivre* », « *Alcoolique* », « *N'est pas de nationalité française* », « *Séropositif* », « *Dépression, hôpital psychiatrique* », « *Fils cancer, Madame malade des poumons* »... Encore plus grave, les simples gérants d'immeuble avaient accès librement à toutes ces informations dont ils pouvaient se repaître allègrement depuis leur ordinateur portable. Ils avaient même accès aux informations concernant des locataires des autres immeubles. Il faut préciser que c'est la première fois que la CNIL rend public le résultat d'une de ses enquêtes. Et ceci en raison de la gravité des faits et du nombre de locataires touchés. Pourtant Habitat Paris continue à affirmer que ce ne sont que des cas isolés (et cela en dépit des évidences et des preuves fournies) tout comme il ose affirmer que tout ça, c'était pour le bien des locataires : « *Quelques salariés, affirme le communiqué d'Habitat, dans l'intention bienveillante d'avoir un suivi attentif et adapté, ont cru bien faire en enregistrant (...) des informations données par des locataires qui exprimaient un besoin d'aide sociale.* ». Intention bienveillante, quand on stigmatise un locataire en le traitant d'alcoolique ? Souci d'apporter une aide sociale, quand des personnes sont indiquées « *pas de nationalité française* » ? Permettez-nous d'en douter ! Pour se dédouaner, Habitat se pose de nouveau en victime : « *Ces enregistrements, [auraient été] effectués sans qu'aucune instruction n'ait été donnée en la matière, ...* », par des salariés de base. Et personne, dans la ribambelle de chefs que nourrissent les sociétés d'HLM, ne s'est jamais rendu compte ? Et vous pensez qu'on va avaler ça ?

Le comble, c'est, qu'à ce jour, malgré la gravité des faits, Habitat Paris et la Mairie socialiste de Paris sa partenaire, ne sont menacés d'aucune sanction.

La CNIL demande seulement une mise aux normes d'ici deux mois. La vie privée des pauvres ne vaut vraiment pas grand chose aux yeux des institutions !

M.

BAFOUÉ EN PERMANENCE

HABITAT TOULOUSE : VOISINS, ORGANISONS-NOUS !

Habitat n'est pas qu'un office parisien. C'est un bailleur national, qui a des antennes sur tout le territoire. En tant que locataire d'Habitat Toulouse, les faits survenus chez Habitat Paris font écho à ma vie quotidienne... Le samedi 18 février dernier, nous nous sommes retrouvés à plusieurs habitantes des HLM de l'avenue Jean Moulin autour d'un café pour commencer à discuter de nos problèmes : notre ascenseur aussi est toujours en panne... et c'est pour nous un problème majeur. Plusieurs personnes présentes se sont plaintes d'y être restées enfermées plusieurs heures en attendant qu'on vienne les libérer. Ceci en plus du fait qu'il est toujours bloqué au 6ème étage. Il y a du mieux, a fait remarquer une des participantes, car, avant, il était systématiquement bloqué au 8ème. L'entreprise chargée de la maintenance est intervenue. Maintenant il se bloque donc au 6ème. Avec un peu de chance après la prochaine intervention, il se bloquera au 4ème, ce qui fera que tout le monde

sera à égalité, car il y aura le même nombre d'étages au-dessus et au-dessous... Il faut souligner que cet ascenseur est bruyant et qu'il touche les parois quand il se déplace, provoquant chez nous un fort sentiment d'insécurité. Habitat Toulouse va il attendre qu'il y ait un accident comme dans l'immeuble d'Habitat Paris pour le changer ? Faudra-t-il des morts pour qu'ils se bougent ? Des ouvriers de l'entreprise chargée de la maintenance nous ont dit que ces ascenseurs sont en fin de vie et qu'il est urgent de les changer... Le sentiment d'insécurité est encore plus grand quand on en vient au problème des balcons. Les structures métalliques qui les soutiennent sont en train de rouiller, si elles se cassent, les balcons risquent de s'ouvrir en deux. Habitat a lancé des travaux, en indiquant que ça coûtaient 7 000 euros (par balcon ? pour l'immeuble ? pour la cité ?) et qu'il ne s'agissait que de donner un petit coup de peinture pour que tout rentre dans l'ordre... Dans ce cas, nous constatons que nous n'avons pas la même

notion de ce qu'est la peinture : les travaux réalisés ont consisté à souder des barres entre les montant des balcons. Ce qui confirme qu'il y a un risque majeur. Nous ne pouvons que vous conseiller de ne pas y laisser les enfants jouer ou vos animaux de compagnie y prendre l'air. Évitez aussi de vous y aventurer, car les travaux réalisés, comme d'habitude, ressemblent à du bricolage. On a parlé ensuite des nouveaux chauffes eau installés par Habitat qui ne fonctionnent vraiment pas bien. Ce 18 février, il a aussi été évoqué le fait qu'il serait demandé aux ouvriers qui viennent faire des travaux chez nous de dire si nos appartement sont propres... Nous ne pouvons que craindre que des fichiers soient réalisés sur nous comme chez Habitat Paris.

C'était la première fois depuis plusieurs années que des habitantes se rencontraient pour discuter ensemble des problèmes de l'immeuble... mais ce n'est pas la dernière. Rendez-vous a déjà été pris.

R.

UNE EXPULSION SAUVAGE DE PLUS

J eudi 1er mars, une vingtaine d'habitants du 5 rue Goudouli à Toulouse ont été évacués par la force en toute illégalité. C'est aux alentours de 6 heures du matin qu'une trentaine de policiers a fait irruption, bloquant la rue et défonçant la porte d'entrée à grands coups de bélier, réveillant des voisins.

Une vingtaine de sympathisants et de voisins sont venus soutenir spontanément les expulsés. 21 personnes ont été arrêtées et auditionnées au commissariat, 19 d'entre elles ont refusé le prélèvement d'ADN.

Ce lieu, qui était inoccupé et ne servait à rien depuis deux ans avait été réquisitionné par le CREA et deux familles avaient pu se loger grâce à ça...

La police municipale de la mairie socialiste organisait le jour même un « Echange et une Rencontre avec les citoyens » sur la place Arnaud Bernard. Une des délogées est allée leur demandait ce qu'ils en pensaient. La seule réponse : « Si vous avez quelqu'un à dénoncer... ». Pourquoi, la police n'est pas capable de savoir toute seule qui sont les expulseurs ?

C'est d'une récidive qu'il s'agit. Le 25 février le « Plan grand froid » venait à peine de se terminer... mais le froid « normal », celui pour lequel il n'y a pas de « Plan », était toujours là, il n'y avait plus d'abri pour ceux qui en ont le plus besoin. Des personnes dites SDF et des gens du CREA ainsi que d'autres gens avaient alors réquisitionné un autre lieu (à l'ancien Palais de congrès). Une expulsion très violente s'en est suivie. Trois 3 personnes étant arrêtées et ont passé la nuit au commissariat -certes à l'abri, mais ce n'est pas de celui-là dont veulent les SDF et les familles à la rue.

Henri

LE CREA

Alors que l'on ne nous parle que de crise, Alors que l'on ne nous parle que d'économie, de richesses et de CAC 40, sans oublier la touche du « changement » qui ne changera rien (les élections)... En cette période de froid ou beaucoup de personnes sont toujours sans abri, voici des lieux de vie ou s'échange, ou se partage tout ce qui semble bon et donc tout ce dont on a envie, que cela soit du temps, une discussion, un atelier, un débat, un coup de main... Des lieux où on se mélange, où l'on pratique l'autogestion. Des lieux où les enfants s'amuse et s'éduquent au milieu d'adultes, où chacun leur apporte un peu d'attention. Où des familles sont bien au chaud alors que le gouvernement les laisserait dehors. Ces lieux, sont ceux ouverts par le CREA(Collectif pour la réquisition, l'entraide, et l'autogestion). Ces lieux donc (qui ne coûtent rien à l'Etat, qui ne coûtent rien aux contribuables) et les gens qui y habitent, ne demandent qu'une chose : qu'on les laisse tranquille. L'Etat, lui, ne leur demande qu'une chose « Dégagez, tous dehors » ! C'est ça, la république !

X



MANIFESTATION DU 14 JANVIER 2012

« Dans la nuit de la Saint Sylvestre 2011, Wissam jeune dromontois trentenaire est interpellé et battu à mort (cotes cassées, traumatismes multiples...) de manière « musclée » par des policiers dans le quartier de la Gauthière à Clermont Ferrand. En effet plongé dans la coma, il décède 8 jours plus tard. Dans les quartiers nord de la cité auvergnate, la tension monte surtout après le déploiement policiers et militaires (plus de 400 bleus, hélicos...) mise en place par la préfecture pour réprimer, interpellant nombre de jeunes des quartiers, jugés bien évidemment immédiatement pour l'exemple. Ah bien sur, quelques bagnoles symbole de la propriété, de l'individualisme et du consumérisme béat ont crâmés... On parle de la mort d'un homme où la responsabilité policière est évidente et où les policiers mise en cause sont seulement en congés. Face à cette guerre sociale déclarée et instaurée notamment par la préfecture, l'entourage de Wissam accompagné de personnes solidaires éprises de justice et de liberté, le « Comité justice et vérité pour Wissam » voit le jour... Faisant partie du comité, nous, anarchistes nous avons été très bien accueillis par les camarades de Wissam, Tout se met en place pour le moment avec des pratiques auto-gestionnaires (mise en place d'un QG, prévisions d'actions, répartitions des rôles et des tâches...) de manière naturelle. La vérité doit édater pour Wissam, pour les interpellés, pour nous !

Que cessent ces exactions policières, véritables cow-boys, qui ne sont autres que le résultat d'une politique sécuritaire mise en place notamment par la préfecture donc le ministère de l'intérieur, donc du gouvernement, donc de la présidence assujettis aux intérêts capitalistes.

Oui la résistance s'organise a la base par la base !

Justice pour Wissam ! »

Ce texte, écrit par un compagnon (Lapoudre, CNT-AIT 63) donne, à chaud, le ton des événements qui se sont déroulés à Clermont.

PLACE A L'AUTOORGANISATION

Rapidement, le quartier s'auto-organise, une première marche silencieuse de plusieurs centaines de personnes est organisée le 7 janvier... Le collectif, autonome, auto-financé, autogéré, qui se crée pour que cette affaire ne soit pas enterrée est très efficace.

Très régulièrement, des compagnons de la CNT-AIT 63 se rendent sur place pour filer un coup de main financier, technique, apporter la solidarité, mais aussi mettre en garde contre la récupération syndicale et politique.

Nous savons que les relais de l'Etat que sont les partis, les syndicats, les associations... feront tout pour prendre

le contrôle. Nous savons aussi que les pressions plus ou moins directes ne manqueront pas sur l'entourage pour qu'il « calme le jeu ». Quoiqu'il en soit, pour le moment, c'est l'auto-organisation, et nous sommes très bien accueillis par les copains de la Gauthière (on est aussi quasiment les seuls à venir régulièrement...).

Voici maintenant, un communiqué de presse commun...

« En ce lundi 9 janvier, apprenant que Wissam (trente ans, marié, salarié...), est décédé suite à l'interpellation policière dite « musclée » du 31 décembre, l'Union Locale de la CNT-AIT 63 (Confédération nationale du travail / Association internationale des travailleurs) et le groupe de Clermont-Ferrand de la CGA (Coordination des groupes anarchistes), considèrent que la responsabilité des policiers, donc de la préfecture, et à travers ces derniers celle de l'État, est évidente. Pour nous, rien ne justifie l'homicide d'un homme non-armé. Nous apportons notre soutien total aux interpellés, en garde à vue à l'heure où nous écrivons ces lignes - et pour certains déjà jugés - alors que les deux policiers soupçonnés sont toujours en service. Quelques voitures brûlées ne représentent rien comparée à la mort d'un homme. Enfin, nous appelons toutes les personnes touchées par cette affaire à s'unir afin de montrer leur plus large solidarité pour que cesse la justice à deux vitesses constatée à chaque 'bavure' ».

Ce communiqué sera boycotté par tous les médias, préférant celui des syndi-

cats et des partis, qui commence par ce passage incroyable : « *Ce décès n'aurait pas eu lieu si l'interpellation avait été conforme à ce que tout citoyen peut attendre d'une police professionnelle et responsable...* »

Nous diffuserons le communiqué sous forme de tract au marché aux puces, avec un bon accueil. Malheureusement, la CGA rejoindra partis et syndicats, alors que de notre côté nous resterons du côté de l'auto-organisation. Une nouvelle marche est prévue le 14 janvier par le collectif.

DE CLERMONT A LYON : AUTO-ORGANISATION OU ENCADREMENT ?

Samedi 14 janvier, avaient donc lieu à Clermont une marche pour Wissam, organisée par le CJV (*Collectif justice et vérité pour Wissam*) et, à Lyon, une manifestation antifasciste (contre la manifestation des Jeunesses Nationales) organisée par le *Collectif de vigilance antifasciste 69*.

Nous avons décidé de nous séparer en deux groupes. Samedi donc, branle-bas de combat au local dès le matin. Tracts et pétitions pour Wissam mais aussi drapeaux et journaux pour ceux qui portaient à Lyon. Pour Clermont, rien du tout, à part nous-même, car on n'est pas les Verts ou le NPA, la collecte des voix ne nous intéresse pas.

Arrivé-e-s à Lyon vers 13 h 30, nous nous rendons à l'endroit du départ, où CGA, OCL, Voraces et nos ami-e-s de la CNT «Vignoles» se mettent en place... A côté, le Front de Gauche se prépare aussi. Un vieil anarchiste gueule que nous n'avons rien à faire à côté des Mélanchonistes (nationalistes aussi), qu'on n'a pas besoin d'elles et d'eux, qu'ils et elles n'ont finalement pas grand chose à faire là... mais un paquet de libertaires le regardent bizarrement. Un militant CGA nous file leur mégaphone, nous parlons vite fait de Wissam, les premières pétitions tournent... ainsi que les premières prises de bec avec le Front de Gauche qui nous explique que la police est d'essence républicaine et qu'un bon gouvernement, c'est une bonne police... La manif débute, nos tracts du communiqué pour Wissam partent

vite. Environ 1 500 personnes, un cortège libertaire assez rempli. Plein de non-encarté-e-s...

Les marxistes-léninistes, les trotskistes et les syndicalistes (Vignoles aussi) font les gros bras au SO (Service d'ordre), avec des brasards rouges... on a comme l'impression que certain-e-s ont des pratiques plus que limites pour une manif antifasciste. Vers la fin de la manif, une centaine de personnes s'en prennent aux CRS, cachés derrière une barricade, les jets de projectiles divers se multiplient... ce qui a pour conséquence d'énervier la police derrière la manif, la BAC sur le trottoir... et le SO. Au milieu du cortège, nous entonnons « *Stop bavures à Clermont-Ferrand, Wissam est mort sous les coups de la police* » devant des regards parfois interloqués. Mais ça a permis aussi d'entamer des discussions, avec des jeunes, des non-encarté-e-s, présent-e-s non pas pour une quelconque « orga » mais pour montrer leur rejet total du fascisme et de l'État. Une manif tranquille, bien encadrée. Quelques anarchistes partiront dégoûté-e-s. On aura au moins appris que le PS, les Verts, la CGT (souvenons-nous du délogement des sans-papiers de la Bourse du travail de Paris...) ou le Front de Gauche sont « antifascistes » (première nouvelle) et même des partenaires, à la limite (plusieurs anars lyonnais-es sont à la CGT...) et peuvent manifester tranquillement au milieu de révolutionnaires pourtant en nombre.

A la fin, on nous prête un mégaphone pour parler de Wissam. A peine on débute, la sono CGT et son camion nous recouvrent... Un compagnon CGA va les voir pour leur dire que c'est pas très sympa... La CGT fini son discours et on peut enfin se faire entendre (on a refusé d'aller parler du camion CGT malgré les propositions...). On lit le communiqué du Comité justice et vérité pour Wissam. On fait signer des pétitions... Fin de la manif... L'anarchiste du début s'en prend à la CNT « Vignoles », accusée de collaborer avec le PS, le PCF et compagnie, d'encadrer celles et ceux qui veulent en découdre avec l'État... « *Il a bu, il pense pas ce qu'il dit* »... Bref, une unité plus que large pour une

Pour toutes les infos, voir le blog du collectif
<http://cjpgpourwissam.over-blog.com/>

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PETITION

manif tranquille. La chose qui nous a fait dire qu'on n'était pas monté-e-s pour rien, c'est les pétitions pour Wissam...

Place du 1^{er} mai à Clermont-Ferrand, nous arrivons un peu avant l'heure prévue, les insurgé-e-s du quartier de la Gauthière distribuait déjà, gratuitement, t-shirts « *Personne au dessus des lois* »*1, mais aussi beaucoup d'autocollants divers tels « *Pas de justice pas de paix* » et autres slogans radicaux. On nous confirme que la manifestation du « *Bloc identitaire* » en soutien à la police (!) a été annulée (ou comment l'État fabrique des martyrs et victimes bien utiles en ces temps troublés...) et semble être repoussée au samedi suivant (finalement annulée aussi, sous la pression du CJV pour Wissam...). A 14 h 15, nous estimons que 2 000 personnes partent en direction de la préfecture, derrière une grande banderole « *Justice et Vérité pour Wissam* », scandant les slogans des autocollants. Comme à leur habitude, depuis une semaine, les insurgé-e-s du collectif sont très réactifs et réactives, la spontanéité est de mise, et montre une nouvelle fois son efficacité. Résultant du refus de ces derniers que le SO soit assuré par la police, ils ont imposé le leur, plus que courtois, correct, spontanément anti-autoritaire, en harmonie avec les manifestant-e-s dont ils font partie (paroles d'anars !!). D'autres banderoles agrémentent le cortège, telles « *Pas de Justice, pas de Paix* », « *Nous sommes tous Wissam* »... Dans le cortège grossissant, un mélange métissée, une solidarité inhabituelle se créait entre groupes qui ne se côtoient malheureusement que rarement (« jeunes des quartiers », familles, punks, skinheads antifascistes...), bref aucune animosité, bien au contraire. Une leçon de Résistance populaire et autonome !

Contrairement à Lyon, on a pu voir un politicien tenter vainement de calmer l'ardeur « *Pas de Justice pas de Paix* » d'un manifestant membre du SO... Arrivé-e-s à la préfecture, nous sommes environ 3 500 sous l'émotion des

discours de l'entourage de Wissam (un de ses frères rappelle qu'il y a pire que les assassins : ceux qui les couvrent...). Les flics, quant à eux, se sont tenu-e-s à distance, peut-être gêné-e-s par les nombreux « *Police assassin* »... Devant la préfecture, les 2/3 des manifestant-e-s hurlant à pleins poumons « *Police assassin* », ça secoue les tripes... (Pour comparaison à Lyon, le même slogan fut entamé par une infime minorité de manifestants... et le pire, pas repris par les anarchistes officiels...). Un jeune du collectif, a conclu son discours par ces mots « On lâchera pas, pas de politique, pas de récupération » (ce qui confirme que le « politique » désigne les politicien-ne-s...). La manif se dispersera tranquillement, et 500 à 600 personnes rentreront au quartier en criant « Police assassin » derrière la banderole « Pas de Justice pas de Paix ».

De retour au local, de Lyon ou de Clermont, deux sentiments totalement opposés. Celles et ceux rentrant de Lyon dégoûté-e-s, ceux et celles de Clermont avec beaucoup d'émotion, d'espoir, émerveillé-e-s par une telle solidarité massive et spontanée. La sensation commune de la réconciliation d'une classe en lutte. Finalement, les anarchistes devraient passer à la Gauthière pour voir en parole et en acte l'auto-organisation, et la Résistance populaire et autonome spontanées. Une leçon...

Depuis, les rassemblements continuent, des membres du CJV se sont rendus à Grasse pour le jugement des policiers qui avaient tué par étranglement un jeune en centre-ville à 14h... et qui ont pris du sursis... La lutte continue, même si les politiciens (particulièrement le NPA) pointent leur nez.

**Des militants
de la CNT-AIT 63**

-1_ Rappelons qu'il s'agit d'un slogan du Comité, non de la CNT-AIT : nous ne faisons aucune confiance aux « lois » car nous savons qu'elles sont justement faites pour asseoir les privilèges de quelques uns. NDLR.

Quelques mots sur l'anarchosyndicalisme

La théorie renforce la pratique et la pratique nourrit la théorie. C'est dans cette lignée que s'inscrit l'anarchosyndicalisme. L'anarchosyndicalisme est le vecteur d'un projet de société, de la société libertaire. Il se propose de penser l'ensemble dans la confrontation avec les problèmes concrets. De ce fait il va s'opposer d'une part aux théoriciens élitistes enfermés dans leur tour d'ivoire et coupés des réalités du monde et d'autre part aux activistes et réformistes (syndicalistes, politiciens, associatifs...) dont le manque de perspectives ne fait que renforcer le système inégalitaire et injuste.

Un projet de société - et c'est parce que la société est composée d'êtres humains - que l'anarchosyndicalisme œuvre pour l'émancipation de chaque Personne. Il ne peut exister de société juste sans Individus libre et réciproquement. Nous cherchons donc à sortir des rapports de domination entre les individus, qu'ils soient économiques, sociaux, éducatifs, politiques ou autres. L'anarchosyndicalisme travaille ainsi pour l'émancipation du peuple (c'est-à-dire l'ensemble des individus) et non celle des « peuples » (entités composées à partir de supposées origines raciales, de localisations géographiques... qui caractériseraient leurs différences avec les autres). Pour nous, il n'existe et il n'existera toujours qu'un seul peuple : l'Humanité. La société libertaire ne saurait être sans une réappropriation de la part des individus de leur vie, de leur activité, de leur liberté.

Une société libertaire se conçoit donc sans Etat ni Nation, car la chose publique est l'affaire de tous et non d'une élite plus ou moins représentative. Le pouvoir se doit d'être au Peuple et ne doit souffrir d'aucun représentant. La Femme et l'Homme libres étant les seuls à pouvoir « se représenter » et pouvoir parler en leur nom.

Humanistes, nous cherchons à encourager la capacité des individus à s'autodéterminer.

L'anarchosyndicalisme reconnaît la classe des exploités et s'oppose à la rémunération du capital, donc au capitalisme. L'Etat n'est qu'un mode de coordination des individus parmi tant d'autre. C'est un système d'oppression. L'anarchosyndicalisme lui, vise à une coordination de la vie sociale à la base, en réseau fédéral.

Pour nous, les moyens et les fins sont indissociables. Le monde nouveau ne saurait apparaître sans lutte, et c'est de cette lutte, celle des exploités, que viendra l'émancipation.

Contre l'infantilisation des exploités qu'ils pratiquent, nous nous opposons au syndicalisme, aux partis politiques ainsi qu'à toute forme de délégation. Nous nous reconnaissons dans la pratique de l'action directe (c'est-à-dire l'action collective, sans l'intervention de médiateurs ou d'autres intermédiaires) et n'admettons pas de compromission ni de co-signature avec les diverses organisations réformistes (quelle que soit leur forme : partis, syndicats, associations) car elles sont partie prenante du système qui les entretient et qu'elles feignent de combattre quand elles se réclament de « l'opposition ».

Nous sommes révolutionnaires car il est illusoire de croire que ce système peut se réformer lui-même en faisant disparaître les inégalités.

La lutte peut et doit se mener sur tous les lieux de l'exploitation, et c'est en développant la solidarité entre les exploités que nous la gagnerons.

Guillaume



Anonymous, c'est quoi ?

Si vous suivez l'actualité, vous avez certainement entendu parler d'Anonymous. Mais, pour celles et ceux qui ne sont pas familiers avec le monde d'internet, ses anglicismes et ses procédures, il n'est pas toujours facile de s'y retrouver.

Souvent présenté comme un groupe de « pirates » par les médias, la réalité et l'histoire d'Anonymous montre une réalité plus complexe. Tout d'abord, Anonymous n'est pas un groupe ... ou alors, c'est un groupe d'oiseaux. Comme l'écrivait récemment le Baltimore City Paper : « ... *Anonymous est un groupe semblable à une volée d'oiseaux. Comment savez-vous que c'est un groupe ? Parce qu'ils voyagent dans la même direction. À tout moment, des oiseaux peuvent rejoindre ou quitter le groupe, ou aller dans une direction totalement contraire à ce dernier.* »

Plutôt que le « groupe », la base sur laquelle repose Anonymous est celle du « même ». D'après l'Oxford English Dictionary, un même est « *un élément d'une culture (prise ici au sens de civilisation) pouvant être considéré comme transmis par des moyens non génétiques, en particulier par l'imitation.* »

Dans le cas qui nous intéresse, « *l'élément culturel* », la pratique qui unit les Anonymous est profondément lié à un site internet nommé « 4chan ». Ce site est une sorte de forum géant où tout se discute et se dit, où tout se publie (avec de rarissimes exceptions, comme la pédophilie). Il a une particularité importante : contrairement aux sites habituels, il n'y a pas besoin de s'identifier pour intervenir. Il offre donc la possibilité de rester anonyme (d'où l'apparition du terme anglais « anonymous » pour désigner ceux qui le fréquentent).

Sur la fermeture de Megaupload

Megaupload était un site internet de stockage de fichiers en ligne qui a permis le partage gratuit de films, de musique et de logiciels. Il a été fermé par décision « judiciaire ». Le patron de ce site s'est enrichi jusqu'à devenir millionnaire. Il ne s'agit pas ici de le défendre, mais de constater que ce type de sites a permis à toute une série de productions culturelles d'être diffusées auprès du plus grand nombre (musique africaine, films anciens et peu diffusés, etc.). Contre la marchandisation de tout, il est nécessaire d'affirmer la nécessité absolue de la gratuité totale des productions culturelles.

Tout commence en 2006, lorsqu'un ensemble de règles est publié sur « 4chan ». Mais c'est en 2008 que le site atteint un début de notoriété, lors de l'opération intitulée Project Chanology contre l'église de scientologie. En effet, l'église de scientologie ayant réussi à faire censurer une vidéo postée sur Youtube (car elle montrait des aspects cachés de la secte), Anonymous a riposté. Une attaque dite « en déni de service » a été menée. Ce type d'attaque consiste à lancer le plus grand nombre possible de connexions simultanées sur le site internet que l'on vise, afin de surcharger les ordinateurs qui les font fonctionner et de les paralyser. Depuis, les Anonymous ont aidé les mouvements des révoltes arabes, les « Occupy » américains.

Suite à la fermeture par la police US du site de « Megaupload » en janvier 2012, ils ont mis hors service pendant plusieurs heures des sites gouvernementaux aux USA et en France ainsi que des sites d'ayant-droits culturels. Ils ont même rendu gratuit le catalogue de musique en ligne de Sony pendant une demi-journée.

Philosophie d'Anonymous

Il n'y a pas d'idéologie affirmée, mais on constate une volonté très forte de défendre la liberté d'expression et de lutter contre la censure. Anonymous est souvent traversé par des débats. On en a eu l'exemple quand le site internet du journal l'Express a

été attaqué suite à un édito de Christophe Barbier, insultant à l'égard d'Anonymous. Cette action a suscité des controverses en son sein, certains condamnant l'attaque contre un journal, contraire aux valeurs du « mouvement ». Mais de toutes les actions menées, se dégage une sorte de

corpus, qui permet de mieux appréhender le phénomène. L'action à notre sens la plus symbolique a été leur soutien à la révolution tunisienne. Dès les 15 premiers jours, les Anonymous Tunisiens ont attaqué les sites officiels du gouvernement, puis, avec l'aide d'Anonymous du monde entier, ils ont diffusé des vidéos de ce qui se passait dans le pays. Tout aussi important, ils ont diffusé des outils informatiques pour garantir l'anonymat sur internet à l'usage « de l'utilisateur de base ». Ils ont aussi créé un logiciel pour bloquer l'espionnage en ligne pratiquée par la police tunisienne. Le même type d'action a été mené en Egypte.

Dans les deux cas, les Anonymous ont toujours fait preuve d'humour : les ambassades de ces pays ont reçu un nombre impressionnant de pizzas commandées par les activistes à leur intention et à leur frais.

Autre action : lors de la tentative de révolte en Iran, les Anonymous ont fait tomber un site mettant à prix la tête des opposants et qui diffusait leurs photos.

Cependant leurs actions ne se limitent pas à la sphère virtuelle d'internet. Des personnes se revendiquent de ce mouvement lors de manifestations. Le discours qu'ils tiennent est très citoyen, en défense de la liberté d'expression, mais sans pousser jusqu'à une remise en cause du capitalisme. Cependant, cette expression publique ne saurait définir à elle seule un mouvement, qui est particulièrement diffus. Diverses enquêtes ont montré que les opinions présentes parmi les Anonymous sont très variées : on y trouve beaucoup de choses, du libéral à l'anarchiste, en passant par le social démocrate.

Quel regard pouvons nous porter sur cette chose ? Dans *Le Monde Libertaire* (organe de la *Fédération anarchiste*) un certain Bali écrit : « ... *les Anonymous dans leur ensemble ne représentent pas une perspective révolutionnaire, et ne remplaceront jamais les luttes sociales. Sans compter que ce qui fait l'essence des Anonymous est l'absence d'organisation, de ce fait ils sont cantonnés à une lutte réformiste.* »

Ce constat me paraît un peu simpliste et très discutable. Tout d'abord, les Anonymous, s'ils ne sont pas un groupe traditionnel, sont loin d'être désorganisés, les actions menées le démontrent bien. Parvenir à neutraliser, ne serait-ce que quelques heures, les systèmes informatiques sophistiqués des Etats, des sectes, des entreprises oligarchiques, dénote tout au contraire un très fort niveau d'organisation*1. Il s'agit tout simplement d'une forme d'organisation différente de celles pratiquées jusqu'à maintenant, une sorte d'organisation en souplesse, en réseau. Ensuite, avant de distribuer des « bonnets d'ânes » aux réformistes et les médailles aux révolutionnaires, nous ferions bien de nous interroger, tous. Réformistes, les Anonymous ? Certainement (en ce sens qu'ils ne visent pas une révolution libertaire), mais ce n'est pas une raison pour les anathématiser et passer sous silence leur contribution majeure à la chute « en domino » d'une série de dictateurs sanglants ! Sur ce plan, ils ont fait bien plus que tout le mouvement libertaire mondial réuni (nous compris, bien sûr). De plus, pour creuser cette question du réformisme, il faut souligner que les Anonymous réfléchissent et agissent en dehors de tout cadre institutionnel, que ce soit ceux de l'Etat, des partis politiques ou des syndicats, sans chef ni bureau politique. Sur ce point, ils ne sont donc pas plus réformistes (peut-être le sont-ils moins) que ceux des anarchistes qui choisissent de militer à la CGT, à FO et autres CFDT ou qui entretiennent des relations avec les partis politiques dans la multitude de « comité de soutien » et autres structures de collaboration qu'ils fréquentent, quand ils n'appellent pas carrément à voter (ce qu'on a vu lors du psychodrame Chirac / Le Pen). Sur le plan de l'organisation, nous avons donc peut-être plus à apprendre d'eux qu'à leur donner des leçons !

Passons au contenu. Tout d'abord, il ne faut pas oublier que la forme et le fond sont toujours intimement liés. S'organiser en rejetant l'Etat et ses multiples rouages, c'est déjà une excellente chose, c'est quelque part, révolutionnaire en soi. Quand à ce qui s'affiche, nous en voyons les contradictions, nous connaissons les limites du citoyennisme, mais rappelons que l'envolée d'Anonymous est très récente (6 ans, contre plus d'un siècle et demi pour le mouvement anarchiste). Il n'est pas étonnant qu'il y ait des confusions (nous n'en manquons pas dans notre propre mouvement). Au bilan, les Anonymous nous semblent essentiellement être des gens qui cherchent le chemin de leur émancipation et de leurs semblables. Nous aussi, nous le cherchons. Leur capacité à débattre est un atout. Et, sur ce point aussi, nous ferions mieux de nous inspirer d'eux que d'afficher des certitudes.

Un anonyme de plus

_1.- Pour lancer le même genre d'opérations (infiltrations, contrôles, attaques...), les Etats (et aussi les grandes entreprises) mettent sur pieds des services secrets spécifiques forts coûteux, très bien organisés (selon l'organisation habituelle) et... bien moins efficaces.

SOUBRESAITS EN AFRIQUE...

Dans la lutte que se mènent la classe des exploités et celle des exploités, l'année 2011 a été dans plusieurs régions du monde une année riche en mouvements sociaux d'envergure. Pour une fois la balance a penché un peu en faveur des plus « faibles ». Des faibles avec des guillemets, car on l'a bien vu, quand les exploités se montrent solidaires, ils engendrent une force qu'il est dur pour le pouvoir de stopper.

Nous voici maintenant en 2012. Les mouvements de l'an passé semblent avoir perdu de leur vigueur. Pourtant, comme le dit le proverbe, il faut se méfier de l'eau qui dort. Si le côté spectaculaire des mobilisations a disparu ou s'est bien atténué, certains des acteurs sont déterminés à aller jusqu'au bout de ce qu'ils ont entamé.

Sénégal : une détermination à toute épreuve

Depuis quelques mois, le Sénégal connaît lui aussi des mouvements de contestation. Son dictateur, le « président » Abdoulaye Wade, est au pouvoir depuis l'année 2000. Son « irrésistible ascension » fut évidemment décidée par les tenants de la françafrrique. Wade a tenté d'imposer son fils à sa succession, ce qui a fait monter la grogne dans le pays. Au-delà du simple règne de l'homme de paille qu'est Wade, le Sénégal connaît depuis son « indépendance » une politique où les élites dirigeantes se vautrent dans les privilèges, laissant la population dans une misère profonde. Il semble qu'à l'instar des populations des pays arabes, celle du Sénégal veuille maintenant se libérer de 50 ans de néocolonialisme. Mais de l'autre côté, le pouvoir ne compte pas se laisser abattre si facilement. Le processus électoral en cours a vu nombre de manœuvres pour permettre à Wade de rempiler pour un nouveau mandat. Le président sortant a même modifié la Constitution qui ne l'autorisait pas à se présenter pour la 3^e fois... Le principal opposant médiatisé, le chanteur Youssou'n'dour, qui jouit d'une certaine popularité dans le pays, a été écarté de la candidature à la présidence. Tout cela n'a fait qu'ajouter au mécontentement. Malgré la répression, les opposants continuent jour après jour à se mobiliser pour réclamer le départ de Wade. Notons au passage que l'Etat français est un allié privilégié du dictateur. Paris n'a pas hésité à mettre à sa disposition sa célèbre « expertise » en matière de réaression sanglante. Certes, le cauteleux Alain Juppé ne s'est pas laissé aller à faire une déclaration publique aussi indécente que celle de la sinistre Alliot Marie au début du soulèvement populaire en Tunisie, mais le résultat, pour être plus discret, n'en est que plus efficace. Le matériel utilisé par les tortionnaires des forces de l'ordre françafricaines sénégalaises est « made in France ». Même s'il tourne autour des élections (et il n'y a aucune illusion à se faire sur les élections, pas plus au Sénégal qu'en France !), ce mouvement de révolte constitue un renouveau dans une région géographique où la répression sauvage, l'élimination physique, avaient empêché depuis longtemps toute forme de contestation sociale. Puisse-t-il se développer et s'épanouir !

L'exemple égyptien : une leçon de lutte

Au début du soulèvement en Égypte (qui a abouti à la chute de Moubarak), des critiques plutôt virulentes se sont élevées contre les insurgés. Il semblait à certains que ce n'était pas assez. Les habitants d'Égypte étaient considérés comme des naïfs qui ne comprenaient pas le système politique dans

OCCUPATIONS EN GRÈCE

lequel ils vivaient. Mon avis est que, même si les choses s'étaient arrêtées là, il aurait fallu avoir du respect pour ces manifestants qui ont non seulement fait tomber un dictateur mais ont aussi su inspirer ce qui est devenu un mouvement mondial sous le nom de 15M ou Occupy.

Donc certains reprochaient à ce mouvement de n'avoir pas été assez loin, d'avoir fait confiance à une armée qui est le pilier de la dictature égyptienne. Il y avait là cette pointe d'arrogance et de mépris commune aux professionnels de la « lutte » et autres spécialistes de géopolitique qui, piqués de n'avoir rien vu venir ni en Egypte, ni ailleurs (ce qui aurait dû les ramener à une certaine modestie), continuaient à donner des leçons.

Or, la place Tahrir s'est de nouveau remplie de colère populaire. Des manifestants, ceux qui n'avaient pas cessé la lutte, ceux dont qui ont multiplié les grèves un peu dans tous les secteurs, ont repris les lieux. Et cette fois-ci, les slogans ont montré qu'ils ne croyaient plus en l'armée. Celle-ci, en effet, s'est dévoilée en essayant de protéger Moubarak tout comme en ayant recours aux islamistes pour gérer la contestation et installer un nouveau système tout aussi inhumain et corrompu que l'ancien.

En Egypte, il y a une conscientisation, un mûrissement. Ainsi, si un des reproches – celui-ci fondé – était la présence de nombreux drapeaux nationaux, je constate, avec plaisir, qu'ils se font de plus en plus rares. L'évolution est palpable également dans des revendications devenues très différentes, comme celle relative au départ de l'armée, comme le refus du système mis en place par Nasser pour enfermer l'Égypte dans un carcan de fer. Nous ne sommes pas pour autant (faut-il le dire ?) dans une révolution libertaire. Des revendications comme celle d'un gouvernement civil librement élu sont antinomiques avec ce que je pense. Mais le mouvement est parti de si loin, il est allé si vite... qu'il faut espérer qu'il poursuivra sa route. En tout cas, ce qu'on peut affirmer, c'est qu'après un an de luttes intenses, après beaucoup de violence répressive, de manœuvres politico-religieuses, le mouvement n'a pas abandonné la rue. En Egypte aussi, la lutte continue.

El M.

Et on croyait qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses, pour l'éducation, la santé, le logement... Et hop, d'un coup de baguette magique, d'un petit clic sur un ordinateur et en quelques coups de planche à billet, voici 130 milliards d'euros pour « aider » la Grèce. Drôle d'aide, car on le voit bien, plus

il y a d'argent « pour la dette », plus il y a de gens dans la misère. Mais où va donc tout cet argent et à quoi sert-il ?

Pas à la solidarité....

Mais les actionnaires, les grands patrons, les banques, les grandes entreprises ont les poches bien pleines. La dette, tout comme la crise financière n'a qu'un seul but, c'est vider nos poches déjà trouées.

Mais des travailleurs d'Eleftherotypia et des salariés de Hôpital général de Kilkis, n'ont pas baissé les bras, n'ont pas regardé leur vie dans le passé mais se sont tournés vers l'avenir, et ils ont décidé d'occuper leurs lieux de travail, de le gérer comme ils le souhaitent.

Ils sèment, ils construisent et ils récoltent le fruit de leur propre travail.

Extraits de leurs communiqués :

« Les travailleurs d'Eleftherotypia, voyant que le patron demande l'application de l'article 99 du code des mises en faillite, en vue de se protéger de ses créanciers, en réalité de ses salariés auxquels il doit un total d'environ 7 millions d'euros en salaires impayés (!), ont décidé parallèlement aux mobilisations et aux actions en justice de faire paraître leur propre journal »

« Nous travailleurs de l'Hôpital général de Kilkis, nous répondons à ce totalitarisme par la démocratie. Nous occupons l'hôpital public et le mettons sous notre contrôle direct et total. Dorénavant l'Hôpital général de Kilkis aura une gouvernance autonome et la seule autorité légitime pour prendre les décisions administratives sera l'Assemblée générale des travailleurs »

Quand on nous dit que « rien ne peut changer », quand on ne nous montre dans les médias que des gens

en train de manifester leur colère et leur rage dans l'impuissance... mais aussi, face à tous ceux qui pensent que rien n'est possible, que nous n'avons

pas le choix de prendre une autre direction que celle vers laquelle nous dirigeons tous les gouvernements ; face à tous

ceux qui croient que le capitalisme fait partie de l'avenir... je dis : regardez ces salariés, solidaires et déterminés, ils ne lâchent pas leur vie à la dette et ne restent pas résignés face aux banquiers et aux patrons voyous. Ils nous montrent un nouveau paysage dans cette société qui est tombée malade par la soif du gain et du pouvoir. Une nouvelle société basée sur l'entraide, le partage et la solidarité est possible.

Regardez par-delà les frontières. Tout comme en 1936 en Espagne, en 2001 en Argentine... un peu partout dans le monde d'aujourd'hui, au Chiapas, mais aussi en Chine à Wukan, des villages s'autogèrent, sans police, sans Etat, avec leurs banderoles, leurs réunions publiques, leurs débats pour décider de la suite à donner au mouvement.

Toutes ces expériences d'autogestion, certes fragiles, très fragiles, sont un espoir et nous montrent bien qu'un autre monde est possible, mais cela ne sera pas facile... car il y a 1 % de la population (et peut-être moins) qui est contre ces formes d'autogestion, car ce 1 % est systématiquement contre toutes les formes d'autogestion. Ce 1 % est contre cette liberté grandissante de par le monde, car il est systématiquement contre toute liberté réelle. Assoiffé de fortune et de gloire, ce 1 % de nantis est toujours prêt à nous manipuler. Nos vies le laissent indifférent. Ce 1 % se sent fort, pourtant, ils est faible, il a besoin de nous pour vivre. Sa grande force est d'avoir confiance en lui. Notre grande faiblesse est de ne pas avoir assez confiance en nous. Prenons conscience ! La confiance doit changer de camp.



LE MONDE COMME SI

Nationalisme et dérives identitaires en Bretagne

Voici un livre qui débute comme un conte de fée et se termine comme un film d'horreur, dans les porcheries industrielles du « pays Breton ». C'est l'histoire de la destruction d'un passé réel au profit d'une fantasmagorie raciste et nationaliste.

Il était donc une fois une région appelée Bretagne dans laquelle il existait une infinité de parlers locaux, bien vivants, tous plus beaux les uns que les autres, se modifiant insensiblement d'un village à l'autre, formant ainsi un continuum culturel qui liait entre eux les habitants.

La rupture de ce continuum populaire et son remplacement par le néo-breton est la passerelle par laquelle Françoise Morgan, la rédactrice de cet ouvrage mi-biographie mi-essai, est parvenue à la découverte de ce qu'elle nomme, fort à propos, le « kit nationaliste » (une langue, un folklore, un drapeau et tous les « produits dérivés » commercialisables qu'il est possible d'inventer : T-shirts, écharpes, autocollants, patés, alcools, médailles, bracelets et colifichets divers).

Pour Françoise Morvan, spécialiste en littérature populaire, comme pour Michel de Montaigne, la langue est un espace de liberté dans lequel il importe finalement peu de faire des fautes si l'essentiel (être compris) est respecté.

Tout commence pour elle quand, dans « l'Unité de breton » de l'université de Bretagne, où elle s'appropriait à soutenir un doctorat, celle qui était alors une militante régionaliste convaincue est confrontée à un milieu professoral pour lequel cette liberté a bien peu d'importance. Au fil de ses recherches, elle découvre qu'il en va de même pour la vérité. Car toute vérité n'est pas bonne à dire, dans ce « monde comme si ». Toutes les « racines » n'y sont pas présentables... Or, derrière l'assassinat méthodique et programmé des parlers locaux (ceux du peuple) elle pénètre une vérité qu'on lui a soigneusement cachée malgré ses années de militantisme breton : à l'origine du mouvement se trouve une poignée de

racistes. Des racistes qui, d'emblée vont poser le lien entre la pratique de cette langue dite « unifiée » (une langue académique pour initiés, qu'ils vont imposer dans toute la région comme étant la seule bonne) et l'existence d'une « race celtique ».

C'est ainsi qu'en 1919 quelques esprits dérangés, moitié druides et moitié fascistes, font paraître le premier numéro de BREIZ ATAO^{*1}. Cet organe historique des régionalistes bretons affiche très clairement, dès 1924, sa finalité raciste « *La même préoccupation tient au cœur de tous les petits pays en réveil : arracher l'intelligence de leur peuple à la culture étrangère imposée et reconstituer une civilisation nationale sur le vieux fonds racial et traditionnel* ».

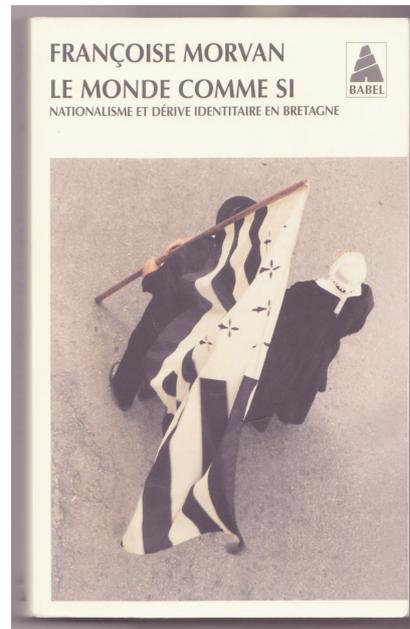
Pour donner une idée de la confusion organisée sur ce sujet, il convient de signaler que l'auteur des lignes délimitées sur la nécessité de réactiver le vieux fonds racial est considéré dans les milieux autonomistes bretonnants comme étant... « de gauche » (En effet, il est un des rares à ne pas avoir collaboré avec les nazis pendant l'occupation, ce qui en fait dans ce milieu une sorte de quasi-résistant !). Cet accouplement barbare entre « *la langue bretonne* » et « *l'esprit de la race* » (d'où le slogan « *Bretons apprenez votre langue ... C'est la langue de votre hérédité...* »^{*2}) effectué par les secteurs les plus réactionnaires de la société ne pouvait conduire qu'à une

discrimination des parlers locaux, mais aussi des vieux bretons qui leur parlaient (et qui ne comprenaient pas un mot de ce que leurs petits enfants, élèves des écoles diwa leur racontaient), au profit d'une langue largement artificielle dont le principal inventeur fut Roparz Hemon (qui se joindra à l'équipe de Breiz Atao dès 1925). « *Il crée –*

lit-on dans Wikipédia – la revue Gwalarn. Ce n'est d'abord que le supplément littéraire de Breiz Atao, journal qui compte alors moins de 200 abonnés. Rapidement, la revue devient indépendante. La revue mère, Breiz Atao, bénéficie au cours des années 1920 et 1930, de financement des services secrets allemands (d'abord, sous la République de Weimar, grâce à des fonctionnaires appartenant

à des associations national-socialistes, puis par l'Allemagne nazie. Dans Gwalarn, Roparz Hemon refuse les influences du breton populaire, voulant créer une nouvelle langue bretonne avec de nouveaux mots pour les concepts modernes, et une grammaire standardisée. »

On l'aura deviné la trajectoire de ces chantres du panceltisme sera d'une cohérence redoutable. Les « breiz atao » sombreront avec un sordide enthousiasme dans l'antisémitisme et se lanceront dans la collaboration avec le régime nazi. Après la Libération, ces miliciens-collabos, ces dénonciateurs de résistants pâtirent en Bretagne d'une réputation largement méritée. Le mouvement nationaliste breton eut alors du plomb dans l'aile. Pour gagner du terrain, il devenait indispensable de masquer ce lien entre le néo-breton et les thèses raciales. Pour ce faire, il aura fallu trois choses aux partisans de



« *L'autonomie bretonne* » : mentir, toujours mentir, et encore mentir .

C'est pourquoi, au fil des pages, lecteur tu découvriras tout un univers incroyable de mauvaise foi intellectuelle et de bassesse. C'est une avalanche de faits, tous vérifiables et tous nauséabond, qui va déferler sur toi au fil des pages ! Le « *Monde comme si* », c'est le monde de ceux qui interdisent les parlers réels au nom de la liberté linguistique, qui taillent dans le langage véritable pour produire un « authentique » qu'ils viennent d'inventer, qui coupent dans l'Histoire pour faire oublier leurs turpitudes. Lecteur, tu apprendras comment ce néo-breton sert de base à une pyramide académique, au sommet de laquelle trône une bande de professeurs, d'éditeurs et d'artistes « celtiques ». Tout ce déploiement élitiste rapporte aux uns une clientèle obligée et aux autres carrières et subventions de toutes sortes, (subventions régionale bien sûr, mais tout autant étatiques - on n'est pas très regardant quand il s'agit d'encaisser de grosses prébendes - aussi bien que patronales). Tu verras comment ils s'y prennent pour étouffer toute critique (car tout ce petit monde connaît les faits que dénonce F. Morvan mais ne veut surtout pas que le naïf de base soit affranchi !). De droite ou de « gauche », ils se donnent tous la main pour préserver leur pré-carré. Lecteur, tu souriras au début en apprenant comment tous ses professeurs, grammairiens, écrivains, artistes, éditeurs au noms biens franchouillards se sont inventé des noms de pacotille, à consonance bretonne, pour faire « plus vrai », plus « authentique »... mais tu perdras probablement ton sourire en constatant que tout ce qu'on te présente comme « typiquement breton » a été inventé de toute pièce pour servir les logiques libérales en général et les intérêts patronaux régionaux en particulier. Car ce décor que les nationalistes bretons placent sur un monde qu'ils ont détruit à un visage économique, c'est le « capitalisme breton ». Grâce aux grands propriétaires et industriels bretons une morne plaine remplace les bocages d'autrefois. Sous la houlette des financiers bretons (qui arrosent à fond la « bretonitude » et qui sont soutenue sans faille par elle), le miracle breton s'étale sous nos yeux : des porcheries industrielles, des nappes phréatiques contaminées... partout des villages en fin de vie, mais quelques usines qui inondent le monde entier de pâté et de boudin breton, et pour couronner le tout, avec des « salaires bretons », c'est-à-dire inférieurs à la moyenne nationale. .

Ces quelques lignes ne peuvent pas rendre compte d'un ouvrage aussi fourni, aussi dense, aussi libérateur. Un dernier mot : il faut lire ce livre pour bien comprendre que le régionalisme n'est pas un petit délire inoffensif mais une bien sale affaire.

Arthur

_1.- p 199. La première réunion d'adhérents de BA se tiendra en juillet 1919 dans les locaux des monarchistes traditionalistes de l'Action française ! _2.- p 213.

« Le monde comme si » de Françoise Morvan est publié aux éditions Babel (10 euros environ suivant les librairies).

Non au maire gifleur

On n'est pas du tout d'accord, avec la façon dont sont décidées les lois dans le type d'organisation sociale qu'on nous impose. Nous revendiquons une autre façon de prendre les décisions qui concernent tout le monde, par des formes de démocratie directe. On sait très bien que l'appareil judiciaire ne fait qu'exécuter sur le terrain, ces lois en vigueur, promulguées par une minorité. On n'est pas du tout d'accord, non plus, avec les fonctionnements municipaux tels qu'ils sont actuellement en place. Nous avons une toute autre idée de l'organisation pratique de la vie commune. De plus des maires se permettent de bafouer les lois à l'élaboration desquelles ils ont collaborées, comme s'ils étaient au-dessus de tous les autres humains. Et pire de poursuivre d'autres personnes en usant de moyens illicites, de leur autorité et de l'argent public.

Un maire dans le Nord, qui a infligé une gifle à un adolescent de 16 ans (ce qui est, sur le plan pénal, un délit prévu et réprimé sous la dénomination de « fait de violence par une personne détentrice de l'autorité ») ose se plaindre à grands coups de médias, (qui le soutiennent, pour la plupart) contre la condamnation, modeste au demeurant, qu'il vient de subir (1 000 euros d'amende et 250 euros de dommages et intérêts). Ce maire fait publiquement appel à l'Association des maires de France pour être soutenu par ses congénères, arguant que cette décision de justice est une incitation à la délinquance des jeunes. Et cette association répond présent à ses côtés par la voix de l'un de ses représentants ! Ce qui est une constitutif d'une incitation à la délinquance des maires. Il s'agit clairement là, de leurs parts, d'un appel à l'immunité pénale des maires, pour qu'ils aient « le droit » de bafouer tranquillement les lois tout en usant du privilège de poursuivre les autres. Dans le cas présent, l'adolescent avait franchi un grillage pour récupérer un ballon sur un terrain municipal. Quel crime abominable ! Des échanges de mots vifs, à un moment ou à un autre, et la gifle en ont résultés. Notons que l'adolescent a de plus été réprimé par la justice sous la forme d'une amende pour ces faits, ce qui a été largement passé sous silence dans les médias.

Il est totalement intolérable que des maires bafouent les lois sans être inquiétés ni poursuivis, alors que, nous autres, sommes fermement poursuivis si l'on vient à contrevenir à la moindre de leurs lois. De plus, il s'avère que certains élus municipaux considèrent les équipements collectifs, payés par tout le monde*1, comme la propriété privée du conseil municipal ou la leur. Et leur fonction municipale comme un tremplin pour leur activité professionnelle privée.

Certains maires ne se gênent pas pour réserver les équipements municipaux à une certaine catégorie de la population et l'interdire, d'une façon ou d'une autre (par la barrière de l'argent par exemple, entrée payante ou location), à d'autres catégories de cette même population, abusant de leurs fonctions et de leur pouvoir.

Ça suffit ! Ne baissons pas les bras sur nos communes, mêlons-nous de ce qui s'y passe et de ce qui s'y décide en notre nom et à notre place !

Des compagnons des Landes

UNE CLASSE MOYENNE EN CRISE

Dans un précédent article (Sociologie de combat, sociologie pour le combat », *Anarchosyndicalisme* n°127) nous avons rappelé que la lutte des classes est une réalité qui fait l'histoire tout en soulignant qu'au sein de la classe, l'individu est aussi une réalité. Toujours dans la perspective de définir les classes sociales dans le contexte d'aujourd'hui, voici quelques réflexions sur la classe moyenne et ses possibles devenir.

Raisonné avec deux classes sociales (salarial / capitaliste ou prolétaire / bourgeois), ignore la fraction confluente, la classe dite moyenne définie comme suit :

- **Formation professionnelle** : minimum Bac +2. Actuellement 41 % de la couche des 25-35 ans est diplômée de l'enseignement supérieur. Les données suivantes, concernant la progéniture des sociaux professionnels, dénotent la réalité de classe et sa reproduction par les écoles. Les cadres représentent 16,6% des actifs. Leurs enfants occupent 56,9 % des places dans les écoles normales supérieures, 51,1 % dans les classes préparatoires aux grandes écoles, 29,7 % dans les universités, 16,3 % dans les BTS. Les professions intermédiaires (qui représentent 24,3% des actifs) y envoient respectivement 66 %, 64 %, 41,9 %, 31,2 % de leurs enfants ; les employés et ouvriers (50,9% des actifs) 9,4%, 15,6%, 21% et 51%.

- **Revenu d'activité** : deux à quatre fois le Smic, soit de 2 200 à 4 800 €. La majorité perçoit 2 700 € (rappel : la richesse commencerait à 5 500 €). A cela s'ajoutent des revenus financiers dits d'épargne, qui sont proportionnels et peuvent atteindre 25 % pour les hauts revenus. A noter que le patrimoine financier des ménages en France était de 1,4 fois le revenu disponible en 1990, puis de 2,9 en 2009 soit un total des dépôts de 3 700 milliards €. Je rappelle qu'il s'agit de moyennes : les écarts sont différents si on individualise ou si on raisonne en quotient.

- **Habitat** : majoritairement urbain et périphérique, propriétaire du logement. En 2008 la densité des cadres (15 à 30 % de la population) est nette à Paris, Grenoble, Lyon, Marseille, Nice, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes, où habitent environ la moitié des cadres supérieurs. Les bassins d'emploi des cadres induisent logiquement ceux de la couche moyenne inférieure.

- **Santé** : actuellement l'espérance de vie à 35 ans est : cadre 83 ans, employé 75 ans, ouvrier 73,5 ans. Le revenu, couplé à une bonne mutuelle-santé, permet de contourner les déremboursements de l'assurance maladie. Meilleure alimentation, spécialistes de santé, mode de vie, dépenses de santé expliquent leur plus longue « espérance de vie en bonne santé ».

- **Politique** : sur-représentée dans les parlements, les conseils, les partis, les syndicats, les associations, les paritarismes... En 2007, l'élection présidentielle donnait, à partir du Bac, plus de 55 % à Ségolène Royal.

- **Idéologie** : tolérante vis-à-vis des pratiques sexuelles, pour l'égalité Hommes-Femmes, anti-machiste et sexiste, écologie type environnementaliste (consomme bio) mais conservatrice en ce qui concerne la société de consommation, égalité des chances mais méritocratie, acceptation d'un degré d'inégalité mais correction des excès, pour un capitalisme plus juste, pour une régulation étatique du marché, pour le parlementarisme. Un

côté individualiste, un autre social-démocrate.

- **Part de la population** : cela est délicat à établir ; le salaire moyen net mensuel est le critère le plus admis, d'autres utilisent le revenu disponible ou médian. En utilisant le revenu moyen net mensuel (2 125 €) comparé au salaire, les cadres (16,6 % des actifs), constituent la couche supérieure de la classe moyenne. Les professions intermédiaires (24,3 % des actifs, salaire médian de 1 750 €) constitueraient plus ou moins 12,15 % de la couche inférieure de la classe moyenne. Cette dernière composerait 28,75 % de la population active. La population générale se décomposerait en une classe des très riches (environ 8 %), une classe moyenne (29 %), une classe des pauvres (63 %).

Ces statistiques sont des moyennes, des agrégats. Si on individualise (durée d'activité, temps de travail,...) un cadre chômeur peut être pauvre, un ouvrier qualifié faisant des heures supplémentaires peut entrer dans la classe moyenne, etc. Au demeurant, l'individu est englobé, normé, par du collectif, celui-ci étant plus homogène et endogame de sa classe sociale. Néanmoins une classe est faite de couches : supérieure, inférieure, centrale (la plus massive). Les extrémités des classes constituent des sous couches légèrement atypiques, de plus des individus migrent de leur classe vers une autre.

LES CLASSES POUR SOI

De manière révolutionnaire ou pas, malgré ses tendances et conflits, la bourgeoisie s'imposera et permettra la révolution industrielle. L'idéologie bourgeoise (bourgeoisisme) prétend que les hommes ne naissent pas égaux. Il appartient aux riches, aux intelligents, aux lettrés, aux dominants, brefs aux "meilleurs" de diriger le monde (un peu de Locke, Turgot, Constant, Roger-Collard, Guizot). Les hommes étant inégaux par nature, la société doit respecter ce fait. Rien ne doit entraver l'individu dans sa recherche du bonheur, qui se réalise dans le lucre, le pouvoir, les honneurs. Le système social sera donc hiérarchique, de classe, capitaliste. La bourgeoisie pour le reste est opportuniste, selon les intérêts de sa totalité ou des ses fractions. Elle promeut, mixe et dose alternativement le libre échange ou le protectionnisme, le marché ou le monopole, l'État ou le privé, la guerre ou la paix, la dictature ou le parlementarisme, le libéralisme ou la social-démocratie ; Keynes ou Friedman, le Fordisme ou la paupérisation, etc. Si la forme varie, le fond reste l'inégalité. Il suffit d'analyser le passé. Présentement, les tendances bourgeoises se querellent à propos de nombreux sujets : mondialisation, protectionnisme, fiscalité, austérité, revenu, étatismisme, privatisation, gauche, droite, centre, etc. N'oublions pas que le corporatisme exprime les contradictions, les différences internes à un groupe, une classe. Les secteurs bourgeois qui tirent leurs privilèges de l'État sont étatistes, ceux qui les obtiennent de la mondialisation sont libre-échangistes, ceux qui profitent des marchés ou aides d'État sont mercantilistes, ceux qui vivent de la techno-structure sont pour « plus de valeur ajoutée » au salaire que ne l'est l'actionnaire, etc. La bourgeoisie n'est pas limitée à la seule propriété des moyens de productions (capitalistes classiques) mais s'étend à l'ensemble de la possession et ou de la maîtrise du capital économique, politique, technique dont elle tire ses privilèges. Dans ce cas, aux 8 % de la population s'ajoutent plus ou moins la moitié du haut de la classe moyenne

(29,2 %). La bourgeoisie représenterait 22,5 % de la population (ce que certains désignent comme les 20 % les plus riches). A noter que ces 20 % accaparent près de 40 % de la masse du revenu disponible, alors que les 20 % les plus pauvres se partagent 9 % de cette même masse.

L'extension du capitalisme accroît le salariat (statut juridique vendeur/acheteur de la force de travail), le prolétariat (statut économique de valeur d'usage, de valeur d'échange). Historiquement, nous avons une consonance salarié / exploité / prolétaire ; de nos jours la dissonance n'est pas marginale. Je préfère utiliser les termes « prolétaire » et « prolétariat » définis ainsi : « vend sa force de travail souvent sous la forme de salaire pour obtenir ses moyens de vivre. Du produit de son travail les capitalistes extraient un bénéfice. De sa situation sociale la bourgeoisie tire ses privilèges. Sur les entités économiques, politiques, administratives, il n'exerce ni propriété ni contrôle. Son existence est marquée par des rapports de production et sociaux basés sur l'exploitation et l'oppression ».

Le prolétariat, pour améliorer son existence, va s'opposer à la bourgeoisie. Le combat prendra des formes réformistes mais aussi révolutionnaires. Dans le prolétariat, une partie va numériquement, techniquement, idéologiquement, politiquement être hégémonique : la classe ouvrière. Son labeur s'exerce sur des matières premières, des produits semi-finis ou finis, d'usage personnel mais surtout marchand. Elle maîtrisait souvent toute la chaîne technique de la production, de la matière brute à ouvrée. Façonner implique une bonne qualification (écrire, lire, compter, utiliser le calcul, la géométrie, lire et faire des plans...). Elle use souvent de plusieurs métiers. Les plus politisés et combattifs des ouvriers constitueront le mouvement ouvrier. Il opposera au bourgeoisisme le socialisme et la lutte de classe. Il sera de tous les grands combats pour la justice, l'égalité. Pour cela, mais surtout pour ses engagements révolutionnaires, il sera persécuté. Honni ou adulé, une telle figure incarnera le prolétariat, dont elle éclipsera les autres composantes, d'où la confusion ouvrière ou prolétarienne comme classe.

La couche ouvrière régressera dans le prolétariat. L'essor des sciences et techniques converge avec le développement de la bourgeoisie et du capitalisme. La rationalisation de l'économie induit la concentration capitaliste : finance, moyens de productions, force de travail. La société devient industrielle, urbaine, marchande, consumériste, de nouveaux métiers apparaissent. L'organisation scientifique du travail (Taylorisme) réduit l'ouvrage à des manipulations simples (parcellisation), intensifie le machinisme, la chaîne de montage, massifie l'ouvrier spécialisé (non qualifié). Les usines essaient ou se délocalisent, employant une main d'œuvre moins qualifiée, sans traditions de lutte, corvéable, jetable et sous payée. Un ouvrier spécialisé (O.S.) se remplace en quelques minutes. Un ouvrier qualifié demande des années de formation, ajouté à un esprit combatif. On comprend que le Taylorisme veuille affaiblir le poids des ouvriers qualifiés. Le Fordisme intensifie la concentration capitaliste et usinière, rationalise la fabrication, optimise la producti-

tivité, produit en masse et standardise à prix compétitif. Ford réalisant un gros bénéfice déclara « Je paie bien mes salariés pour qu'ils achètent mes produits bon marché ». Cela produit une forte croissance économique, la société de consommation, l'urbanisation de la main d'œuvre. Les embauches sont telles qu'une énorme quantité de prolétaires devient salariée, ce qui réduit le temps domestique. Pour compenser, les machines, et les services envahissent la domesticité qui devient marchande, capitalistique, etc. La société de consommation produit en Occident un changement sociétal. En France, ce fut la période des Trente Glorieuses (1945 à 1975) qui accrut la fonction

publique, les services, la tertiarisation, l'emploi en général, les professions moyennement et hautement qualifiées, la classe moyenne, qui va détrôner le mouvement ouvrier socialiste et imposer son idéologie (voir ci-devant classe moyenne). La concurrence et la concentration capitaliste ruinent certains capitalistes ; vu leur mentalité bourgeoise très à droite on les embauche dans la chaîne de commandement capitaliste. De plus, une partie du prolétariat français de souche, grâce à l'ascenseur social, intègre la classe moyenne (cadres, contremaîtres, maîtrises, petits et moyens chefs), libérant des emplois moins qualifiés pour un néo-prolétariat (l'ouvrier-masse) venu de la domesticité, des campagnes, de l'immigration. Ces diverses conditions du prolétariat provo-

quent divisions et conflits entre les ouvriers-masse et les chefs (larbins des patrons), les petits chefs contre les grand chefs, les salariés du privé contre les fonctionnaires, etc. Le papy boom et la croissance économique, lissent, masquent ou ignorent ou n'exacerbent pas cette réalité.

La classe moyenne modifie le jeu vers un centrisme idéologique et politique, elle pousse le syndicalisme dans la collaboration de classe, l'intégration partenariale, le paritarisme, le corporatisme. Elle soutient les partis modérés et les alliances électorales favorables au Fordisme et au compromis historique de 1945 incarné par le CNR (Conseil national de la résistance) et par la social-démocratie (du PC au Gaullisme). La classe moyenne (qualifiée de classe petite ou moyenne bourgeoise) n'a pas d'imaginaire, elle puisse dans diverses pensées en les moyennisant, tout comme pour son idéologie. Celle-ci triomphe en 1968, améliorant les conditions économique et culturelles du prolétariat. Si aucun révolutionnaire ne considère comme vertu la misère, si bien des aspects de la contre culture (anti-militarisme, anti-sexisme, libération sexuelle et de la femme, anti-hiérarchie, loisirs, anti-racisme, égalitarisme, etc.) viennent du fond socialiste (d'où l'esprit qualifié de libertaire de 68), cela n'était qu'une contestation, une amélioration permise par le cadre existant. La masse en lutte n'a fait ni voulu de révolution, seule une minorité visait cela. Bourgeoisie et capitalisme s'accroissent ou récupèrent (mieux cela les conforte). L'esprit 68 modifie la société, les salaires soutiennent la croissance. La mode des années soixante est tertiaire (commerce, service, banque, fonctionnaire, employé, blanc de col ou de blouse, la cravate-veston pour faire chef). Le bleu de travail, l'ouvrier sont méprisés. La violence symbolique ira les considérant comme incultes, en



échec scolaire, débilés. Dans les écoles de la République les enseignants véhiculent le fameux « *Apprends ou tu seras ouvrier* ». On crée le mythe du lien compétences intellectuelles/catégories sociales professionnelles. Nous savons que beaucoup qui se croient supérieures sont intellectuellement réduites ; à fréquenter tous ces milieux, on sait que médiocrité ou excellence y sont d'égale proportion. Ce moyennisme fait le jeu de la bourgeoisie qui sait que le capitalisme entre dans une nouvelle phase (mondialisation, délocalisations, nouvelles productions).

La crise de 1974-75 sert ces objectifs : destruction de secteurs industriels et de bastions ouvriers, insertion dans la division internationale du travail de la portion hautement qualifiée de la main d'œuvre des pays développés (recherche & développement, service, éducation, santé, encadrement, ingénierie, etc.) Les usines à forte main d'œuvre (usine de montage dites « tournevis ») sont transférées vers les pays en voie de développement. Résultat, en 2010, la production industrielle est de 14 à 17 % du PIB et les ouvriers sont réduits à 21,5 % des actifs. De 1975 à nos jours, ceux-ci déclencheront massivement contre les restructurations des luttes dures qui seront autant de défaites. Le corporatisme moyenniste sera peu solidaire, jugeant « archaïques » ces luttes ouvrières. En effet, le segment national de l'économie mondialisée favorise l'emploi, le revenu, l'image de soi de la classe moyenne. Le chômage affecte toutes les catégories socio-professionnelles, mais le reclassement et l'embauche fonctionnent pour la classe moyenne, pas pour les ouvriers. La croissance de la pauvreté garantit le revenu de la classe moyenne. Cela explique l'isolement des luttes de précaires, de chômeurs, et autres luttes anti-délocalisation et mondialisation, anti-capitaliste, etc. Le moyennisme suffrage entre social-démocratie et social libéralisme, critique ou soutien, mais accepte les choix des gouvernements de droite ou de gauche parce que cela l'arrange.

Cela explique le faible impact de l'anarchosyndicalisme qui dénonce l'illusion moyenniste, le corporatisme, la droite et la gauche, le capitalisme, la mondialisation, le libéralisme, l'étatisme, le libre échange, le protectionnisme, la finance, la paupérisation y compris de la classe moyenne, etc. La crise de 2008 valide nos critiques et vision systémiques : effets cumulés des crises (financières, productives et géopolitiques, en Occident notamment en France). Pour maintenir la compétitivité, le variable d'ajustement salariale se retourne contre la classe moyenne. De plus, son employabilité entre en concurrence avec celle des pays émergents dont la classe moyenne s'accroît. Résultat en France, elle subit paupérisation et chômage : trois ans après la formation, le taux de chômage entre 2007 et 2010 passe bien de 7 à 5 % pour les titulaires d'un doctorat, mais de 5 à 9 % pour ceux d'un master et de 7 à 11 % pour ceux d'une licence. Pour limiter la casse, elle prend les emplois de qualification inférieure.

Nous savons que la catégorisation des classes est délicate voire subjective car « l'idéologique » est une manière d'analyser le champ social. En prenant comme paramètres, le revenu, la qualification, la place dans la hiérarchie sociale, les catégories socio-professionnelles, nous avons la classe haute (22,5 %), la classe moyenne (26,6 %), la classe petite (50,9 %) de la population. Notons que les statuts des actifs (au sens économique du terme) sont, sur le plan juridique, d'être salariés à 90 %, sur le plan économique prolétaires à 70 % environ, et que quelques 70 % également sont en limite ou en dessous du revenu moyen (2 483€). La posture politique des classes est globalement la sui-

vante : haute et partie moyenne (soit 31 % du corps électoral) à droite ; partie moyenne et petite (soit 59 % du corps électoral) à gauche et abstention. Pondérons cela car la classe en soi ne détermine la classe pour soi. Des éléments idéologiques sont manifestes et transgressent les classes par les individualités ; certains bourgeois sont à gauche, des petit bourgeois sont à droite. Idem pour les plus pauvres. Ajoutons l'abstention et cela devient complexe. Mais les rapports : population / idéologie / classe / territoire / circonscription font que les résultats électoraux restent impactés par les classes.

Quelles positions politiques découleront de la crise 2008 ? Soit la mondialisation redevient positive pour la classe moyenne et elle accepte ce fait. Soit sa situation continue de se dégrader, et une large fraction du moyennisme évoluera vers le protectionnisme, le recours à l'État, une social-démocratie moins libérale, etc. Si le mixte keynésien / fordiste (État, privé, marché, planification, protectionnisme, libre-échange, national, mondial, croissance, austérité, etc.) n'empêche pas la dégradation, le corporatisme moyenniste peut attaquer les plus riches ou les exclus pour capter du revenu. Ce qui pose quelques problèmes à court terme. La situation économique détermine la masse du revenu qui baisse en cas de crise. La modification des ratios distributifs crée de la conflitualité envers les plus exclus ainsi qu'aux franges riches ou pauvres du moyennisme. De plus, cela ne règle rien au niveau macro-économique et évite la vraie question : la paupérisation est-elle intrinsèque à ce système ? Le moyennisme, seul, électoralement, ne peut s'imposer. Défendant malgré tout le capitalisme il s'allie si nécessaire avec la haute bourgeoisie, jusqu'à la dictature contre les pauvres. Soit une partie de la classe moyenne pense que l'avenir est dans une rupture avec le bourgeoisisme et le capitalisme et ses variantes de droite ou de gauche, elle opère ainsi une mutation idéologique (si celle-ci renoue avec les idéaux socialistes originaux - au sens révolutionnaire). Dans ce cas, la classe moyenne explose par divergences d'intérêts. La sociologie des classes sociales incluant son idéologie, la classe se recompose et une fraction politisée émerge. Reconstituant le mouvement prolétarien dans le sens de l'ancien mouvement ouvrier, elle modifie les perspectives dans le champ de la lutte des classes. N'oublions pas que la moitié des professions intermédiaires (24,5 % divisé par 2) constitue la classe moyenne, soit dans la population, environ 8 millions de personnes dont la condition culturelle et économique est très proche ou similaire à celle des bas revenus. Ce prolétariat représente environ 70 % de la population, soit 45 millions de personnes. Idéologiquement réunifiées elles concentreraient les savoirs techniques, professionnels, sociaux, et aurait la masse pour changer la société. Tout cela est contingent, personne ne peut dire ce que sera demain.

Nous, nous pensons que l'enjeu est « socialisme ou barbarie ». Il faut continuer à dire la vérité sur la droite et la gauche, sur ce qu'implique leur discours, sur l'illusion des variantes libérale ou social-démocrates du capitalisme et expliquer, construire le projet sociétal qui selon nous ne peut être qu'égalitaire, c'est-à-dire celui du communisme libertaire.

Caen le 22/02/2012, Jean Picard.

Vous trouverez dans les n°46 (Point de vue sur le capitalisme et ses contradictions – l'Education nationale dans tous ses états), 48 (Réflexions sur le mouvement de l'automne 2010 – et autres textes), 49 (Indignez-vous ? Révoltez-vous ! Réponse à Stéphane Hessel) des Cahiers de l'anarchosyndicalisme diverses références sur la problématique des classes moyennes.

Du choix de la critique dépend le profit que l'on peut tirer de l'expérience

Le collectif Smolny a organisé le 3 décembre dernier à Toulouse une soirée sur « *La révolution espagnole de 1936* ». Contrairement à ce que laissait entendre ce titre, nous n'avons eu droit qu'à une vision partielle des choses, puisque l'ensemble des interventions programmées n'a finalement concerné, pour l'essentiel, que les événements survenus à Barcelone.

Cette démarche est étonnante quand on sait que le collectif Smolny se réclame du marxisme, et donc d'une conception matérialiste de l'histoire, laquelle aurait dû impliquer une analyse minimale du contexte général de cette révolution, avec ses particularités idéologiques, sociales et géographiques. Elle est moins surprenante si on constate qu'à la suite de François Godicheau toute une école d'universitaires français, qui se veut proche des milieux libertaires, a systématiquement réduit l'étude de la révolution espagnole aux faits qui se sont déroulés dans la capitale catalane^{*1}. Ce réductionnisme induit une partialité qui serait bien anecdotique, si cette tendance à faire l'impasse sur les tenants et les aboutissants de l'action des anarchosindicalistes catalans, ne vidait de toute sa substance les enseignements que les militants révolutionnaires d'aujourd'hui pourraient tirer de cette période.

Pourtant... Dans le long film de présentation projeté lors de cette soirée (un film évoquant la vie de Munis, dirigeant du microscopique groupe Bolchévique Léniniste espagnol, qui ne comptait pas plus d'une quinzaine d'adhérents), des vieux militants de la gauche communiste signalaient à plusieurs reprises un élément général d'importance cruciale : entre 1917 et 1936, il y a eu un saut idéologique, en ce sens qu'en 1917 les masses russes réagissaient **contre** la guerre alors qu'en 1936 le prolétariat espagnol agissait **pour** la révolution sociale. Ce constat explique la détermination criminelle de la bourgeoisie espagnole, qui se savait menacée par la montée des luttes sociales en Espagne. C'est cette peur qui a inspiré et fomenté un soulèvement militaire dont l'objectif était une guerre d'extermination d'ouvriers et de paysans dont la conscience

émancipatrice, forgée au travers de décennies de luttes et de réflexions collectives, s'élevait chaque jour.

Telle est aussi la thèse défendue par l'historien britannique Paul Preston (par ailleurs peu suspect de sympathies anarchistes) : celui-ci rapporte, au début d'un récent ouvrage qu'il n'a pas hésité à intituler « *L'holocauste espagnol* » l'épisode suivant qui illustre parfaitement le caractère sans pitié de la réaction factieuse : « *Recevant la nouvelle du soulèvement militaire au Maroc, en juillet 1936, un grand propriétaire terrien de la province de Salamanque, si l'on en croit ses propres dires, fit aligner ses journaliers et en sélectionna six pour les faire aussitôt fusiller à titre d'exemple...* »^{*2}.

Telles étaient les tragiques circonstances dans lesquelles durent se mouvoir les compagnons de la CNT-AIT. L'organisation anarchosindicaliste incarnait alors, par son développement, ce haut niveau idéologique du prolétariat qui faisait trembler le pouvoir et l'avait conduit à de si terribles résolutions.

Comprendre les raisons pour lesquelles à un moment donné la classe dirigeante d'un pays décide purement et simplement le massacre d'une partie de sa population, comprendre les moyens qu'elle se donne pour y parvenir, aurait pu sembler de bon sens. Cela aurait permis l'évocation de mécanismes d'autodéfense populaire que nous savons à l'ordre du

jour de l'actualité mondiale. Ces mois derniers, en Libye ou en Syrie, nous avons vu de tels faits se produire, et nous savons que demain, ils se reproduiront dans d'autres zones où des mouvements viendraient à menacer les pouvoirs en place.

Mais visiblement, cette compréhension n'intéresse pas encore le milieu marxiste et les conséquences la remarque faite dans le film par leurs camarades proches de Munis n'a pas ébranlé le moins du monde les certitudes toutes faites. Celles-ci sont revenues au galop, sous la forme d'un exposé lapidaire effectué par un de ces nombreux « doctorants », mi chercheurs, mi militants, dont le secret de production appartient au gauchisme hexagonal. C'est dans un tel exposé que le public de la salle du Sénéchal a pu entendre que la CNT a non seulement permis la survie de l'Etat républicain, mais qu'elle lui a fourni les cadres de sa reconstruction. Cette énormité est la conséquence de l'extrapolation qui consiste, en partant de la situation barcelonaise, à suggérer la conclusion - pourtant parfaitement ridicule - que la CNT était la seule force sociale, politique et militaire de toute l'Espagne républicaine !

En réalité, la guerre d'anéantissement qui était menée par les militaires factieux contre le peuple ne laissait qu'une très faible marge de manœuvre. Camillo Berneri, le 14 avril 1937 a ainsi dessiné les termes de ce choix stratégique : « *Le dilemme guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci :*



Le massacre de Casas Viejas

Dès avant le soulèvement franquiste, la bourgeoisie espagnole (républicaine à ce moment) n'hésitait pas à faire massacrer les paysans révolutionnaires par son armée et sa garde civile.

ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite. »³. Il résulte de cette analyse que la principale erreur commise fut de s'être laissé entraîner dans une guerre classique, sous le drapeau confus de l'antifascisme. Cependant, il resterait encore à concrétiser ce qu'aurait pu être une telle guerre révolutionnaire sur des positions de lutte de classes. Il semble d'ailleurs que ce soit sur cette piste qu'ait voulu se lancer Augustin Guillamon⁴, troisième et dernier conférencier de la soirée. Hélas, privé de ce fil conducteur, son propos s'est noyé dans l'incohérence qui le précédait, tant on comprenait mal comment dans cette même CNT, soi-disant pilier de l'état républicain et donc de l'armée républicaine, il aurait pu également germer une armée révolutionnaire.

Par rapport à bien d'autres milieux, celui que forment les anarchosyndicalistes a au moins une caractéristique, c'est qu'il est ouvert – et plutôt largement – à la critique et à l'autocritique. Mais il en va des critiques comme de l'ensemble des productions de la pensée. Il y en a des bonnes – même si elles peuvent être vives et douloureuses – car elles font avancer, il y en a des moins bonnes et des vraiment pas bonnes du tout parce qu'elles neutralisent la réflexion et empêchent de tirer des événements du passé les leçons qui pourraient être utiles dans le combat d'aujourd'hui. Les événements de 1936 méritaient vraiment autre chose que cette soirée...

B.

¹- François Godicheau a publié en 2004 chez Odile Jacob, un ouvrage dont le titre lui-même est significatif de ce point de vue : « *La guerre d'Espagne république et révolution en Catalogne* » (C'est nous qui soulignons la réduction de toute l'Espagne à la seule Catalogne). ²- Paul Preston, traduction en espagnol de « *The spanish holocaust* », « *El holocausto español* », citation tirée de la page 30, DEBATE éditeur, 2ème édition 2011. ³- Citation tirée de « *Lettre ouverte à la camarade Federica Montseny* » in « *Guerre de classes en Espagne* », édition Spartacus, 2ème édition, 1977. ⁴- A. Guillamon a écrit « *Los Comités de defensa de la CNT en Barcelona, de los Cuadros de defensa a los Comités revolucionarios de barriada, las Patrullas de control y las Milicias populares* », Aldarull éditeur, 2011.

courriers...

Travailler pour compléter la retraite

Je reçois en ce moment l'ensemble des charges qui vont m'être imputées pour 2011. Le montant de ma retraite s'élève à 980 euros. Je suis contrainte d'avoir une voiture car il n'y a pas de commerce à moins de 5 km de mon logement. Cette voiture, que j'ai achetée à crédit 1200 euros, me coûte 36 euros de remboursements de crédit par mois plus 15 euros d'assurance et environ 35 euros de carburant soit un coût global de 86 euros par mois – sans compter les frais de réparations pour dégradation, vols d'essence... je ne peux m'offrir de garage et ma voiture est garée au bord de la route. Ma facture de chauffage au fioul s'élève à 87 euros par mois. Électricité 35 euros, 35 euros d'eau également. Mon loyer est de 420 euros par mois. Jusqu'à aujourd'hui, j'avais droit à 30 euros de remise pour payer ma mutuelle et à 96,87 euros d'allocations logement par mois. J'étais dispensée de la CSG normale et élargie et de la CRDS. Je pouvais prétendre aux aides d'action sociale des œuvres des retraités. Je n'étais pas soumise à l'impôt sur le revenu. Malgré cela, une fois payé mes charges fixes, il ne me restait que 320 euros par mois pour me nourrir, entretenir la maison (chaudière...), me vêtir, me soigner...

J'ai donc voulu améliorer mon sort et j'ai effectué quelques remplacements de veilles de nuits dans un établissement à 6 kilomètres. Environ 27 heures de nuits par mois, soit 250 euros par mois en moyenne. Mal m'en a pris ! Suite à cela, je n'ai plus droit aux allocations logement (96,87 euros). Plus de dispense de prélèvements CRDS CSG (70,17 euros). Plus d'aide au paiement de ma mutuelle (30 euros). Plus d'aide des œuvres sociales aux retraités CGOS (12,5 euros). Imposition sur le revenu (7 euros). Frais pour me rendre au travail (4,60 euros). Soit une perte d'argent, au total de 221,14 euros pour un salaire de 250 euros et pour 27 heures de travail de nuit par mois. Déductions faites, j'ai donc « gagné » 1,07 euro l'heure de nuit travaillée.

Hélas les ennuis ne sont pas terminés. Les allocations logements me réclament maintenant 775 euros de trop perçu !!! Et le Trésorier m'a imposée 10% de pénalité en réponse aux difficultés que j'ai pu exposer. Je dois payer 395 euros de taxe d'habitation. Bien sûr je suis dans l'incapacité de payer ces sommes.

Christine (Loire-Atlantique)

Petite discussion entre amis, enfin presque...

J'étais sur mon lieu de travail, allant tout droit vers un des postes, quand arrive sur ma gauche, un gars que je connais. Petit poignée de main. « Hé ! Tu viens demain à la manif, c'est contre le plan d'austérité ! » Il n'avait pas de tract sur lui, mais tous le monde le sait, ils est à la CGT. Moi : « Mais comment ça, vous manifestez, alors qu'il y a bientôt les élections... ». Hé bé, le gars, vous savez ce qu'il me dit ? Et là, vous n'allez pas en croire vos yeux : « Voter, ça changera rien ». Je suis tombé sur le « cul ». Mais ma réponse lui a assez déplu, bien que je sois tout à fait en accord avec lui que « voter, ça sert à rien ».

Je lui ai dit en effet : « Mais dis donc, il me semble qu'en 2010 quand nous étions 2 à 3 millions dans la rue, vous, la CGT, vous nous avez dit qu'il n'était pas trop la peine, parce que, de toute façon Sarko dégageait en 2012. ». « Oui mais bon, là, c'est un appel Européen. ». « Hé alors, là on n'est plus 2 à 3 millions. » Puis il est parti et moi aussi.

Franchement je savais qu'ils nous prenaient pour des c... , mais la TROP c'est TROP. Les CGT et autres pourront bien m'appeler, ils ne me verront pas. Seuls mes collègues, ceux en qui j'ai confiance, mes vrais amis, mes compagnons de lutte, pourront m'appeler et j'irai de grand cœur lutter avec eux, mais certainement pas ces charlatans qui possèdent des châteaux, qui signent à tout va, et qui sont en train de se redonner une image de lutteur alors que ce ne sont que des négociateurs et des cogneurs (souvenez-vous des sans-papier à Paris). Nous n'avons pas besoin d'eux, ce sont eux qui ont besoin de nous.

Stéphane (Gironde)

Natais

Comme nous en avons fait état dans de précédents numéros, une lutte est en cours entre cette entreprise et des salariés (ou... licenciés). Une séance était prévue aux prud'hommes d'Auch le 15 février, une autre le 7 mars. Les deux ont été reportées à une date ultérieure à cause de la du procès AZF lequel se prolonge au-delà des dates initialement prévues (l'avocate des salariées étant également avocate des victimes d'AZF. Nous attendrons donc encore un peu pour savoir si la jurisprudence de la Cour de Cassation s'applique ou non dans le Gers.

La Poste

La volonté de crever ce service public est telle que ses responsables le laissent périlcliter. Un exemple : il suffit que le numéro de boîte à lettre ne soit pas indiqué dans un tout petit immeuble pour que votre journal nous soit retourné avec la mention « *boîte à lettre non identifiée* » et cela alors que vous l'avez reçu sans problème pendant de nombreuses années. Pensez donc à vérifier que notre étiquette comporte toutes les mentions utiles et faites nous parvenir toute les rectifications et précisions nécessaires.

Bienvenue

Voici quelques semaines, un petit Joseph naissait au foyer d'un des rédacteurs d'anarchosyndicalisme. Nous lui souhaitons la bienvenue.

Cahiers de l'anarchosyndicalisme

N°1 Charte de Lyon (CGT-SR), Charte de Paris (CNT), Déclaration de principe de l'AIT, "Anarchisme et Anarchosyndicalisme". N°2 Du syndicalisme révolutionnaire à la révolution. N°3 L'idée des Soviets. N°4 CNT et antimilitarisme. N°5 Réflexion sur le chômage. N°6 Le Monde Nouveau : schéma d'organisation d'une société anarchiste. N°7 Le Monde Nouveau (suite). N°8 Anarchosyndicalisme et autonomie populaire. N°9 La pensée politique de Camus. N°10 A propos des institutions représentatives du personnel. N°11 La récupération politique dans les mouvements étudiants. N°12 Le Revenu social minimum garanti. N°13 L'action directe. N°14 Espagne libertaire. N°15 Le sabotage. N°16 Espagne 1936 : révolution autogestionnaire. N°17 Notre place dans le mouvement ouvrier français. N°18 De la première Internationale à l'Association Internationale des Travailleurs. N°19 Suède : la S.A.C. et le réformisme libertaire. N°20 Le Guide de l'arrêté. N°21 Fascisme et travail. N°22 Techniques de luttes. N°23 Quelques remarques sur le présent et le futur, Mouvements sociaux et subventions : les Bourses du Travail, Argentine : anarchisme ouvrier contre syndicalisme révolutionnaire, 1919 : la semaine tragique. N°24-25 De la doctrine à l'action : l'anarchosyndicalisme, des origines à nos jours. N°26 Immigration : réponses aux mensonges racistes. N°27 Répression de l'anarchisme en Russie soviétique. N°28 "Les Prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent". N°29 Les anarchistes espagnols et la résistance, Fascisme et religions : quelques rappels, Les E.S.R.I. : quand des étudiants "inventaient" le syndicalisme révolutionnaire. N°30 Réflexions sur le transport. N°31 La Commune de Paris vue par des anarchistes (1878-1930). N°32 Histoire du Mouvement libertaire en Bulgarie (extraits). N°33 Propos anarchosyndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme - Volume I 2002. N°34 Le nucléaire militaire. N°35 La F.O.R.A., une organisation anarchiste ouvrière. N°36 "École de la République : École de la soumission". N°37 "OGM : pour ou contre ?" - Réflexion d'un militant. N°38 "Désobéissance civile et autonomie populaire : les autoréductions en Italie". N°39 Quelques réflexions sur la révolte des banlieues de l'automne 2005. N°40 La CNT en mai 68. N°41 Marx et l'anarchisme. N°42 Lectures subversives. N°43 Le syndicalisme par Lénine et les bolcheviks : l'impasse de la charte d'Amiens. N°44 Des bouclages de février aux émeutes de novembre 2005 : Toulouse, une année en banlieue. N°45 Histoire de la CNT française - Première partie : de 1945 à 1993. N°46 Point de vue sur le capitalisme et ses contradictions - l'Éducation Nationale dans tous ses états. N°47 Le fédéralisme en réseau : projet politique pour l'anarchosyndicalisme. N°48 Réflexions sur le mouvement de l'automne 2010 (et autres textes). N°49 Indignez-vous ? Révoltez-vous ? Réponse à Stéphane Hessel. N°50 Critique de l'altermondialisme. N°51 Propos séditieux. N°52 Quelques indicateurs et un rappel sur le capitalisme. N°53 Chômage, précarité, management. N°54 Propos anarchosyndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme - Volume II 2005. N°55 Propos anarchosyndicalistes pour l'abstention et contre le capitalisme - Volume III 2007.

Tous les cahiers sont téléchargeables sur le site de Caen. Pour les amateurs de version papier, nous assurons toujours leur diffusion sous ce format ; il vous suffit de passer commande (chèque à l'ordre de CNT-AIT, 2 € la brochure, port compris / nous contacter si vous en commandez plusieurs) à la CNT-AIT de Caen.

Nous rencontrer, nous écrire

- Paris : contact@cnt-ait.info
- Clermont-Ferrand : cntait63@gmail.com
- 2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.
- CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.
- Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes
- Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Également aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail).
- Dans le Gers, *Anarcho-syndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés.
- Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org
- Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.
- Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercyrouergue@mailoo.org .
- Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Permanences chaque samedi à partir de 15h.
- Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).
- Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.
- Dans l'Yonne CNT-AIT : <http://gasycntait89.overblog.com>
- Pour le département des Landes, mail : interco.landés@free.fr
- Ailleurs : contacter le journal.

Participer à des actions de solidarité avec les grévistes d'ABB de Cordoba (Espagne)

<http://cnt.es/huelga-indefinida-en-eulen-abb>

Débatte

Diverses actions de solidarité avec les grévistes d'ABB sont en cours. Prenez contact pour vous joindre aux prochaines. Voici quelques informations.

Clermont- Ferrand - Malgré le froid et la neige, une demi-douzaine de militant-es anarchosyndicalistes clermontois-es se sont rassemblé-e-s devant une agence ADECCO mercredi 1^{er} février 2012. Nous souhaitions manifester ainsi notre solidarité avec la lutte menée par des ouvrier-e-s à Cordoue, en grève depuis le 28 novembre 2011. Ces derniers travaillaient à ABB, à travers l'agence d'intérim espagnole Eulen. Depuis 10 à 15 ans, ils et elles étaient intérimaires, pour la même boîte, et donc sous-payé-s, sans droits... Ils créèrent alors deux syndicats, dont un affilié à notre soeur espagnole, la CNT-AIT. Ce qui marqua le début des ennuis. Ils et elles se mirent en grève pour des conditions de travail dignes, un contrat sur le long terme... Un comité de grève fut formé. Au début, ABB ne dit rien, mais devant l'attitude déterminée des grévistes, les sanctions allaient commencer. Tout d'abord, ABB se lia avec ADECCO, qui lui fournit des briseurs-euses de grève. Rien n'y fit, 500 personnes manifestèrent en soutien à Cordoue. Puis nos compagnes et compagnons reçurent une lettre de licenciement : 34 familles mises à la rue. Depuis, la solidarité internationale s'est mise en route, on ne compte plus les piquets non seulement de la CNT-AIT d'Espagne, mais aussi de la ZSP-AIT (Pologne), de Priama Akcia-AIT

(Slovaquie), de la SolFed-AIT (Angleterre) et désormais de la CNT-AIT en France.

Notre rassemblement fut un succès. Nous avons diffusé 150 tracts qui reprenaient un de celui diffusé par la ZSP-AIT à Varsovie. Beaucoup de personnes se sont arrêtées pour discuter, se révolter contre ADECCO, le capitalisme... pour nous demander où et comment apporter leur solidarité a-nationale à nos compagnes et compagnons d'Espagne. Nous sommes entrés chez ADECCO pour discuter Tout le monde comprit très bien que nous luttons contre la boîte, pas contre ses salarié-e-s.

A travers ce petit piquet, nous avons pu informer et peut-être aussi permettre à nos compagnes et compagnons de recevoir de la solidarité morale ou financière (l'AIT a déjà envoyé 5 000 euros).



Caen - Des militants de la CNT-AIT ont participé ce vendredi 17 février à la journée internationale d'action de solidarité aux travailleurs en lutte d'EULEN-ABB de Cordoue. Un piquet s'est tenu devant une des agences Adecco de la ville, permettant d'informer les intérimaires et passants sur la lutte en cours.

- Jeudi 12 avril, à 20 heures 30, salle Duranti (rue du Lieutenant Colonel Péliissier, métro Capitole) à Toulouse la CNT-AIT organise un débat dans le cadre de la semaine d'action de solidarité internationale.

Camper

Chaque année, le camping de la CNT-AIT offre une occasion unique de rencontre dans un cadre convivial. Tout au long d'une semaine, il est l'occasion de multiples échanges formels et informels (causeries, formations, débats...) et d'activités de plein air, la participation étant à la convenance de chacun.

Cette année, les dates sont les suivantes : du dernier dimanche de juillet (le 29) au soir au premier dimanche d'août au matin (le 5). Si l'expérience de cette semaine de vie collective vous tente, reprenez ces dates et prenez contact avec le journal.

Mais aussi

- S'abonner à la liste de diffusion internet : <http://liste.cnt-ait.info> Elle vous permet de rester au courant et en liaison avec nous. C'est gratuit.
- Tchat, suivre l'actualité militante sur le forum de la CNT-AIT de Caen <http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/>

- Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également gratuit) : AnarSonore.free.fr L'enrichir en enregistrant vous-même de nouveaux textes (classiques, articles...) en français mais aussi dans toutes les autres langues.

- Diffuser *Anarchosyndicalisme* ! Prenez contact avec le journal à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

Diffuser « Un autre futur » autour de vous

UNE PARUTION DE LA CNT-AIT TOULOUSE
UN AUTRE FUTUR
SUPPLEMENT GRATUIT D'ANARCHOSYNDICALISME 127 FÉVRIER 2012

QUAND LA DROITE FAIT DU SOCIAL
78% des Français...
80% des Français...

LE NOUVEL AN S'EST BIEN PASSÉ
78% des Français...
80% des Français...

- Le petit bulletin *Un autre futur* (généralement quatre pages, du moins en ce moment) paraît habituellement en alternance avec *Anarchosyndicalisme* ! dont il constitue une sorte de supplément gratuit. Il traite des sujets d'actualité sous une forme brève et dans un esprit anarchosyndicaliste. Il est destiné à une diffusion auprès d'un public non-militant c'est-à-dire un peu tout le monde : travailleurs, chômeurs, retraités, lycéens, étudiants... Vous pouvez contribuer à sa diffusion soit en le téléchargeant sur le site de Toulouse et en assurant une diffusion internet auprès de vos amis et relations, soit en le sortant sur une imprimante et en le photocopiant vous-même, soit en vous procurant auprès de nous les exemplaires nécessaires.